

Septembre 2013

# Fragilité et relations entre l'État et la société au Soudan du Sud

par Kate Almquist Knopf

UN PAPIER DE RECHERCHE DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE



## **Centre d'études stratégiques de l'Afrique**

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique soutient les politiques étrangères et de sécurité des États-Unis en renforçant les capacités stratégiques des pays africains à identifier et relever des défis en matière de sécurité de façon à favoriser la coopération civilo-militaire, le respect des valeurs démocratiques et la protection des droits de l'homme.

# Fragilité et relations entre l'État et la société au Soudan du Sud

par Kate Almquist Knopf

*Papier de recherche du  
Centre d'études stratégiques de l'Afrique  
N° 4*

Washington, D.C.  
Septembre 2013

Les opinions, conclusions et recommandations, exprimées ou implicites, de ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du département de la Défense ou de tout autre organisme du gouvernement fédéral des États-Unis. Approuvé pour distribution publique ; distribution illimitée.

Des extraits de ce rapport peuvent être cités ou reproduits sans permission à condition que la source soit créditée. Merci de transmettre à titre gracieux à CESA un exemplaire de toute réimpression ou tout ouvrage mentionnant le présent rapport.

Première impression : Septembre 2013.

ISSN 2164-4241 (imprimé)

ISSN 2164-4101 (version électronique)

Pour d'autres publications du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, veuillez consulter le site Internet du CESA à l'adresse suivante : <http://africacenter.org>.

## Contenu

Résumé analytique .....	1
Les relations entre l'État et la société : l'obstacle à la stabilité du Soudan du Sud .....	5
Cadre de formation et de stabilisation de l'État .....	19
Établissement de la confiance et des processus de reddition de comptes au Soudan du Sud .....	25
Renforcement des relations entre l'État et la société au Soudan du Sud .....	36
Conclusion .....	47
Notes .....	48
À propos de l'auteur .....	51

## Carte politique du Soudan du Sud



Source : Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Modifiée par l'auteur.

## Résumé analytique

On savait depuis longtemps que le nouvel État du Soudan du Sud devrait relever des défis extraordinaires. Le plus jeune pays du monde est également l'un des plus pauvres, par suite d'investissements insignifiants dans ses habitants et ses infrastructures pendant de nombreuses décennies par l'ancienne autorité gouvernementale qui dirigeait depuis Khartoum. La guerre a ravagé ce pays presque continuellement depuis 1955 et fait plus de 2 millions de morts. De plus, les efforts de construction de l'État du Soudan du Sud sont partis d'une base institutionnelle rudimentaire car il y avait peu de systèmes de gouvernance fonctionnels en place. Les structures de gouvernance qui existaient se cantonnaient dans les anciennes villes de garnison comme Djouba, la capitale, dans un territoire dont la superficie est à peu près la même que celle de l'Afghanistan et dont la population compte 11,8 millions d'habitants. À tout cela s'ajoute le risque très réel de reprise du conflit avec le Soudan et les tracasseries du gouvernement de Khartoum qui cherche à encourager les troubles chez son voisin du sud. Bref, on pouvait s'attendre à ce que le Soudan du Sud ait des problèmes.

En dépit de la voie ardue que doit prendre le Soudan du Sud, les activités du gouvernement de la République du Soudan du Sud (RSS) depuis l'indépendance en juillet 2011 ont provoqué encore plus de difficultés et déçu les Sud-Soudanais aussi bien que les partenaires internationaux. Le président Salva Kiir lui-même s'est élevé contre le détournement de fonds publics, qui pourrait atteindre 4 milliards de dollars É.-U. en tout, par d'influents responsables publics et militaires. Les hauts responsables publics sont, de manière générale, soupçonnés d'avoir des comportements répréhensibles, de servir leurs propres intérêts et de ne faire que peu de cas des priorités des citoyens. Par ailleurs, l'autorité de l'État reste extrêmement concentrée entre les mains de l'exécutif, dont les décisions sont souvent prises sans transparence, consultation ou contrôle. En parallèle, certaines sources font régulièrement état de

cas de répression par l'armée et la police, ce qui donne l'impression que les responsables publics considèrent que leur objectif est de s'enrichir et rester au pouvoir plutôt que de fournir des services aux citoyens.

L'impression que les Dinkas dominent dans la RSS a aggravé les divisions ethniques, longtemps exploitées par Khartoum pendant la guerre. Ces sentiments ont été renforcées par les élections nationales et dans les Etats du Soudan du Sud douteuses de 2010 qui ont favorisé les candidats du Mouvement populaire de libération du Soudan. Dans certains cas, cela a provoqué une rébellion ouverte suivie de représailles brutales par l'Armée populaire de libération du Soudan. Des centaines de civils innocents ont été tués à ce moment, en particulier dans l'État de Jongleï, mais également dans des poches d'insécurité croissante à travers le pays.

Ce nouveau pays n'est pas sans ressources. Il a pris le contrôle de gisements de pétrole actifs qui produisent environ 350 000 barils par jour et des recettes annuelles nettes provenant des exportations de pétrole (en période de production maximale) d'environ 9 milliards de dollars É.-U. pour l'État. De plus, la population du Soudan du Sud a prouvé sa résilience après des années d'épreuve, d'isolement et de guerre. Une grande partie de ce vaste pays est très fertile pour la production agricole, bien qu'actuellement seulement 4 % des terres soient cultivées. En outre, la communauté internationale est bien disposée à l'égard du Soudan du Sud ; des partenaires cruciaux en Afrique de l'Est, en Europe et aux États-Unis lui ont fourni une aide humanitaire considérable pendant toute la guerre et ont massivement soutenu sa lutte pour l'indépendance et son adhésion à l'ONU.

Toutefois, les efforts déployés pour faire face aux nombreuses difficultés de ce jeune État échoueront s'il n'y a pas une plus grande confiance et cohésion sociale entre les pouvoirs publics et les citoyens. Les relations entre l'État et la société constituent les fondements de tout État. Si ces derniers sont solides, construits sur des principes de confiance et de légitimité, même des pays pauvres peuvent être stables et résister à

des menaces extérieures intenses. En revanche, si ces fondements sont faibles, l'instabilité perdurera quels que soient le montant des recettes publiques, la force du secteur de la sécurité ou les manœuvres de tout adversaire extérieur. Le renforcement des relations entre l'État et la société est donc impératif pour la construction de l'État et la stabilisation du Soudan du Sud.

Un examen des relations entre l'État et la société du Soudan du Sud indique que ce nouvel État en est encore à la phase de l'établissement de la confiance. Cependant, dans certains cas, le gouvernement menace directement cette confiance en bloquant l'apparition de mécanismes de reddition de comptes. C'est le cas, par exemple, lorsque les autorités de la RSS limitent l'accès aux informations indépendantes fournies par les médias et la société civile. L'intimidation et des agressions caractérisées visant des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme vont à l'encontre de la construction d'un État inclusif et responsable de ses actes. Il est encore plus préoccupant de constater que les actions menées par le gouvernement pour dénigrer les communautés ethniques d'où sont originaires les milices rebelles, comme la population MMurle de l'État de Jongleï, et le fait qu'il ne soit pas exigé des services de sécurité de rendre des comptes au sujet d'attaques visant les civils détruisent la cohésion sociale au sein des communautés et empêchent de faire confiance à l'État.

Pour améliorer les relations entre l'État et la société à court terme, les pouvoirs publics doivent mettre fin aux actions qui aliènent la société et se concentrer sur trois tâches critiques : la création de coalitions inclusives pour appuyer les réformes institutionnelles clés, la protection d'espaces pour les voix indépendantes afin de promouvoir un dialogue national sur les priorités du nouvel État et la réalisation de progrès tangibles en matière de développement pour prouver la sensibilité du gouvernement aux attentes des citoyens. Même si, pendant sa première année d'indépendance, le Soudan du Sud a subi de graves revers dans le cadre de sa recherche de légitimité, les processus fondamentaux à venir de construction de l'État offrent aux pouvoirs publics des occasions de

repartir dans la bonne direction : le processus national de révision de la Constitution, le processus de réconciliation nationale, les élections de 2015 et l'investissement dans des infrastructures publiques qui relieront les régions disparates du nouveau pays. Pour les faire progresser, il faudra organiser une énorme campagne d'éducation civique destinée à tous les segments de la société sud-soudanaise pour les inviter à participer à un dialogue national sur les attentes des citoyens à l'égard de l'État et sur ce que cela veut dire d'être Sud-Soudanais.

Les fondements de l'État ne peuvent pas constituer une préoccupation secondaire. Ils doivent précéder la construction de la structure même. Le rétablissement de la confiance dans les relations entre l'État et la société au moyen de ces opportunités fournira le capital social nécessaire au renforcement des éléments les plus cruciaux pour mettre fin à la violence : la sécurité des citoyens (libérer les citoyens de la violence physique et de la peur de la violence), la justice (prévoir le recours à des moyens non violents de régler les litiges) et l'emploi (pouvoir gagner sa vie sans recourir à la violence). Les dirigeants du Soudan du Sud peuvent s'engager dans une nouvelle voie vers la légitimité, la stabilité et le développement soutenu s'ils accordent la priorité à l'établissement de la confiance et de la cohésion sociale au sein de la population sud-soudanaise.

## Les relations entre l'État et la société : l'obstacle à la stabilité du Soudan du Sud

L'État le plus jeune au monde, le Soudan du Sud, connaît de nombreuses et graves difficultés. Des litiges persistants avec le Soudan concernant l'utilisation des oléoducs, le statut de la région contestée d'Abyei, le tracé de frontières et des accusations de soutien des milices interposées s'enveniment parfois jusqu'à provoquer des affrontements militaires transfrontaliers qui font la une des journaux à travers le monde et alimentent les prédictions d'une nouvelle guerre entre le Nord et le Sud.

Il y a également de vives tensions à l'intérieur du pays. Les violences intercommunautaires entre les nombreux groupes ethniques du Soudan du Sud représentent un défi complexe et mortel pour la stabilité et la cohésion de ce jeune pays. Bien que ce ne soit pas un nouveau phénomène, la violence ethnique a augmenté d'intensité et de fréquence au Soudan du Sud depuis 2009 et elle a fait des milliers de morts<sup>1</sup>. Pour certaines communautés, elle est si intense et localisée que ni la fin de la guerre civile, ni l'indépendance n'ont apparemment fait de grande différence dans la sécurité quotidienne<sup>2</sup>.

Les actions prises par les pouvoirs publics pour tenter de rétablir la sécurité ont parfois attisé les tensions ethniques et contribué à l'escalade de la violence plutôt que d'avoir l'effet inverse. Les opérations de sécurité de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) consistent principalement en des campagnes de désarmement forcé des civils à la suite de poussées de violence intercommunautaire. Ces campagnes n'ont remporté qu'un succès marginal et ont été suivies du réarmement immédiat des communautés en question, en particulier parce que ces campagnes se déroulent en général de façon séquentielle et qu'elles rendent donc les communautés récemment désarmées vulnérables aux attaques de leurs voisins qui ne l'ont pas encore été. Les graves violations des droits de l'homme commises par des soldats de l'APLS et des agents du Service de

police national du Soudan du Sud à l'encontre des communautés en cours de désarmement ont aussi annihilé toutes les améliorations en matière de sécurité de ces campagnes<sup>3</sup>. En 2013, les opérations de sécurité mises en place par les autorités visant à réprimer une insurrection dans l'État de Jonglei se sont heurtées aux violences intercommunautaires entre plusieurs groupes ethniques, entraînant le déplacement de dizaines de milliers de personnes et un désastre sur le plan humanitaire ; des meurtres et des cas de torture ont été signalés ainsi que d'autres graves violations des droits de l'homme par les forces de toutes les parties, y compris des pouvoirs publics<sup>4</sup>.

Les exactions et la répression infligées par les forces de sécurité publiques ne sont pas les seules blessures auto-infligées qui créent des tensions internes et réduisent la confiance des citoyens dans l'État. Il existe un fort sentiment que la corruption est généralisée et que l'État se désintéresse des attentes des citoyens. 59 % des Sud-Soudanais pensent que la corruption des fonctionnaires empire et 75 % sont mécontents des efforts des autorités en matière de lutte contre la corruption<sup>5</sup>. Ces opinions sont renforcées par la déception concernant la lenteur du développement, phénomène aggravé par l'inflation qui a flambé depuis l'indépendance et entraîné une forte hausse du coût de la vie pour tous les Sud-Soudanais. Les hausses des prix des denrées alimentaires ont été particulièrement douloureuses du fait des niveaux limités de production alimentaire locale, de la forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et de l'interdiction du commerce transfrontalier avec le Soudan du Sud imposée par le Soudan depuis l'indépendance.

Par ailleurs, la liberté d'expression et l'accès à des sources indépendantes d'information sont encore plus limités depuis l'indépendance. Pour sa première apparition dans le rapport annuel de *Freedom House* sur la liberté dans le monde, le Soudan du Sud a été déclaré « non libre », dépassant à peine le Zimbabwe pour ce qui est de la qualité de ses droits politiques et de ses libertés civiles. Les journalistes auteurs d'articles sur la corruption et d'autres abus commis par les pouvoirs

publics font souvent l'objet de harcèlement et d'agressions. Si l'on ajoute l'extrême faiblesse du développement socioéconomique du Soudan du Sud, l'explosion démographique des jeunes dans le pays, son enclavement géographique, son passé marqué par les guerres et sa présence dans une région globalement instable, les possibilités de retour au conflit, cette fois-ci interne, sont extrêmement élevées.

La raison profonde de toutes ces difficultés, toutefois, est la faiblesse des fondements sur lesquels repose la légitimité du nouvel État, à savoir les relations entre l'État et la société. En fin de compte, ces relations détermineront la stabilité du pays et même sa viabilité. Étant donné qu'il vient d'être créé, le Soudan du Sud a peu de mécanismes de contre-pouvoirs institutionnels, comme des organes d'administration des élections, des corps législatifs, des tribunaux, des partis politiques, des bureaux administratifs sous-nationaux, une fonction publique fondée sur le mérite, un secteur de la sécurité professionnel, des médias indépendants et une société civile, par l'intermédiaire desquels les relations entre l'État et la société sont gérées de façon productive et les tensions sont absorbées. À titre d'exemple, la constitution du pays devrait consacrer les règles convenues d'un commun accord relatives aux relations entre l'État et la société. Toutefois, le Soudan du Sud n'a toujours pas de constitution permanente élaborée sur la base d'un dialogue public engageant tous les segments de la société et dont l'approbation serait soumise à un référendum populaire.

Bien évidemment, le développement de telles institutions de reddition de comptes prend un certain temps et celles-ci fonctionnent donc à des degrés divers au Soudan du Sud. Mais les actions publiques qui sapent la confiance dans l'État à cause de ses contacts limités et souvent arrogants avec les citoyens s'expliquent plus difficilement, entraînant parfois la marginalisation active de communautés ethniques d'où sont originaires les milices rebelles. Le fait qu'il ne soit pas exigé des services de sécurité qu'ils rendent des comptes pour les attaques visant des civils réduit aussi la confiance entre les communautés et dans le gouvernement

même, ce qui dégrade encore davantage les relations entre l'État et la société.

Une occasion unique est en train de passer pour le Soudan du Sud. La participation au référendum sur l'indépendance a été extraordinaire : plus de 75 % de la population pouvant prétendre au vote s'est inscrite sur les listes électorales et 98 % des voix exprimées se sont prononcées en faveur de l'indépendance. Les Sud-Soudanais étaient unis à ce sujet, à une écrasante majorité. Toutefois, cette unité est mise à mal par le poids des tendances autocratiques perçues dont fait preuve l'État, du mépris pour l'opinion publique et des préjugés ethniques.

Le potentiel d'instabilité au Soudan du Sud, qui s'accroît, a également des implications importantes pour la région. Pendant la guerre civile, quatre millions de Sud-Soudanais ont été déplacés à l'intérieur du pays, tandis qu'environ 628 000 personnes ont trouvé refuge de l'autre côté des frontières, ce qui a mis à rude épreuve les capacités et les finances des pays voisins. La perspective de nouveaux troubles au Soudan du Sud pourrait entraîner des déplacements similaires et une plus grande instabilité régionale. Le Soudan du Sud a également des frontières communes avec la République centrafricaine et la République démocratique du Congo, où des groupes rebelles traversent librement les frontières. L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) a d'ailleurs souvent trouvé refuge au Soudan du Sud.

Au fil des ans, la communauté internationale a déjà investi des milliards de dollars dans l'aide humanitaire et la recherche de la paix dans les deux Soudans. D'énormes ressources diplomatiques sont toujours déployées pour régler les litiges qui perdurent avec Khartoum. Et pourtant, les progrès effectués pour stabiliser cette vaste région sont les plus menacés par les faiblesses internes du Soudan du Sud qui n'ont pas encore été résolues. C'est le défi du renforcement des relations entre l'État et la société qui déterminera si le Soudan du Sud arrive à se libérer des cycles récurrents de la violence et à s'établir comme un État stable et résilient. Sans une augmentation de la confiance et de la cohésion

sociale entre le nouvel État et les citoyens, les efforts visant à régler les crises politiques, sécuritaires, économiques et sociales actuelles du jeune pays échoueront.

### **La violence ethnique dans l'État de Jonglei**

Il existe de nombreuses fissures ethniques au Soudan du Sud. Les conflits les plus persistants et pernicious se déroulent entre les ethnies Dinka, Nuer et Shilluk dans l'État du Haut-Nil, les ethnies Lou et Jikany Nuer dans les États du Haut-Nil et de Jonglei, et les ethnies Murle, Lou Nuer et Dinka dans l'État de Jonglei. Par ailleurs, il y a souvent des conflits ethniques à l'intersection des États de l'Unité, des Lacs et de Ouarab. Des relations ethniques tendues dans d'autres États provoquent parfois des affrontements violents, comme entre les Dinkas et les Fertits dans l'État du Bahr el-Ghazal-Occidental, ou entre les Équatoriens et les Dinkas à Djouba et dans ses environs. Certains sont dus à la lutte pour disposer de ressources (eau, terres et bétail), tandis que d'autres sont l'héritage des rivalités politiques entre dirigeants sudistes pendant la guerre ou provoqués par des aspirants dirigeants politiques mécontents.

L'État de Jonglei est devenu l'épicentre des violences ethniques les plus meurtrières du Soudan du Sud. Le pire incident s'est produit en décembre 2011 et janvier 2012 lorsque quelque 8 000 jeunes Lou Nuer ont attaqué des communautés Murle, faisant au moins un millier de morts et plus de 100 000 déplacés, et volant 100 000 têtes de bétail<sup>6</sup>. Cette attaque fait partie d'un cycle de plus en plus violent d'affrontements et de représailles entre les ethnies Lou Nuer et Murle qui ont commencé en 2009. Les interventions des autorités publiques visant à mettre fin à ces violences de masse peuvent être qualifiées de trop faibles et trop tardives, y compris une tentative qui a complètement échoué d'empêcher l'attaque de janvier 2012. D'aucuns ont accusé les pouvoirs publics d'aider les milices Lou Nuer.

À ce cycle d'attaques de représailles s'est ajoutée la réapparition du chef de milice David Yau Yau à la mi-2012. Celui-ci avait été battu par un candidat du parti au pouvoir, le MPLS, à des élections locales de 2010 dans l'État de Jonglei. Il a alors pris les armes (certaines auraient été fournies par Khartoum) et se trouve peut-être à la tête de 4 000 à 6 000 combattants, bien qu'un grand nombre d'entre eux ne soient associés que de loin avec sa rébellion. En mars 2013, l'APLS a lancé une campagne brutale contre les forces de Yau Yau et les jeunes Murles qui le suivaient, créant une situation humanitaire désastreuse pour plus de 120.000 personnes mi-2013 et donnant lieu à des accusations de graves violations des droits de l'homme commises à l'encontre de civils. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a aussi été prise entre deux feux quand l'APLS a abattu l'un de ses hélicoptères et que cinq soldats de la paix et sept membres du personnel civil ont été tués dans une attaque brutale de la milice de Yau Yau. Selon le Small Arms Survey, de nombreux Murles ne considèrent

plus les Lous Nuers comme leurs principaux ennemis, mais plutôt l'APLS, les administrations nationales et des États, et partant, la communauté Dinka.

De telles tensions intercommunautaires et réponses contreproductives du gouvernement perpétuent et aggravent la dynamique des conflits au Soudan du Sud, ce qui limite gravement les perspectives de relations productives entre les groupes ethniques et entre le gouvernement et les communautés. Les chefs des milices rebelles continuent d'exploiter ces griefs pour mobiliser les jeunes contre l'État et d'autres communautés ethniques. Par conséquent, en plus de ne pas protéger les citoyens, les actions de l'État sont susceptibles d'exacerber directement les sentiments de marginalisation et de discrimination.

## Comment le Soudan du Sud est devenu un État

L'incapacité actuelle du Soudan du Sud d'assurer la sécurité ou des services pour ses citoyens mène souvent à la conclusion qu'il s'agit d'un État en déliquescence. Mais cela présuppose qu'à un moment ou un autre, il fonctionnait, alors que le seul modèle de gouvernance moderne du Soudan du Sud a été l'administration prédatrice, répressive et sectaire des régimes qui se sont succédés à Khartoum.

Même parmi les nombreux États faibles de l'Afrique subsaharienne, la fragilité des capacités des pouvoirs publics et du système institutionnel du Soudan du Sud en fait un cas atypique. Avec seulement six ans d'expérience en tant que gouvernement régional autonome à l'intérieur du Soudan de 2005 à 2011, le Soudan du Sud est devenu le dernier né des pays indépendants du monde le 9 juillet 2011. Auparavant, le Sud était embourbé dans une guerre civile menée contre le gouvernement du Soudan de 1955 à 1972, puis de nouveau de 1983 à 2005. De 1972 à 1983, un gouvernement régional semi-autonome dirigeait théoriquement le Sud. En réalité, l'administration centrale de Khartoum lui fournissait peu de ressources.

L'administration coloniale indirecte britannique (1899-1955) a effectivement séparé le Soudan du Sud de l'autorité du Soudan du Nord et de l'Égypte, laissant cette région « se développer » par ses propres moyens, avec une présence administrative minimale, aucune

infrastructure, et un appui nominal accordé aux églises missionnaires pour qu'elles fournissent des services médicaux et éducatifs limités. Ce n'est que pendant les années 1920 que les Britanniques ont enfin réussi à pacifier le Sud, en grande partie en stabilisant le système tribal plutôt qu'en passant par un système centralisé de gouvernance. À la différence du Nord, qui avait connu un gouvernement centralisé pendant la période turco-égyptienne et le régime mahdiste, le Sud n'avait pas cette expérience ; l'administration indirecte était donc d'autant plus intéressante pour la Grande-Bretagne. Il s'agissait plutôt d'un système où les structures d'exercice du pouvoir étaient très différenciées entre les 62 principaux groupes ethniques du Sud (plus de 90 si l'on compte les sous-groupes). Les traditions en matière de droit coutumier, de tribunaux et de règlement des conflits au sein des tribus et entre elles variaient énormément. Lorsqu'il existait des normes sociales concernant des actions collectives, elles se concentraient sur la tribu. Dans certaines, les chefs devaient rendre des comptes à leur peuple, dans d'autres pas. Mais même lorsque de telles normes existaient, elles ont été affaiblies par des décennies de guerre civile. Les points d'ancrage de l'unité culturelle, comme la prédominance de l'Islam et de l'arabe dans le nord du Soudan, n'existait pas dans le sud<sup>7</sup>.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la Grande-Bretagne a décidé que le sud du Soudan devrait être administré depuis Khartoum et ne pas être intégré dans l'Afrique orientale britannique, comme elle l'avait prévu auparavant. Le remplacement des commissaires de district britanniques par des Soudanais du nord a précipité le déclenchement de la première guerre civile entre le Nord et le Sud en 1955, même avant l'indépendance du Soudan le 1<sup>er</sup> janvier 1956. Le régime de Khartoum a envoyé des administrateurs dans les principales villes provinciales, mais leur autorité n'a jamais atteint les régions rurales où vivait la majorité de la population. Même pendant l'interruption des hostilités de 1972 à 1983, le gouvernement régional semi-autonome du Sud a eu du mal à étendre son autorité au-delà des municipalités.

Pendant la plus grande partie de la deuxième guerre civile, de 1983 à 2005, des factions rebelles sudistes, principalement le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS) de John Garang, contrôlaient la majeure partie du territoire du sud du Soudan. À Khartoum, le gouvernement du Soudan gardait le contrôle des principales capitales provinciales, y compris celle du Sud, Djouba. Une rivalité féroce entre les dirigeants militaires et politiques sudistes au sujet des stratégies de libération, considérablement encouragée par les interventions et les manipulations malveillantes de Khartoum, s'est concrétisée par des atrocités et des représailles dont ont fait l'objet des groupes et des sous-groupes ethniques et qui ont fait plus de morts dans la population civile que les combats directs entre les forces nordistes et sudistes. Cela a créé de profondes fissures qui n'ont toujours pas été réparées par un processus de réconciliation significatif.

Il est intéressant de noter qu'il a fallu attendre jusqu'en 2003 pour que les deux rivaux sudistes les plus implacables, John Garang et Riek Machar, se réconcilient, c'est-à-dire au milieu des négociations de l'Accord de paix global (CPA) avec Khartoum qui a mis fin à la guerre. Cette alliance, ainsi que l'adhésion d'autres groupes rebelles sudistes au M/APLS, a enfin permis au peuple du sud du Soudan de s'unir derrière le CPA, qui représentait son plus grand espoir de mettre un terme à la guerre et de parvenir à son objectif d'autonomie.

Pendant la guerre, les mouvements rebelles sudistes comptaient largement sur le soutien de la population civile, qu'ils obtenaient souvent par la force. Une énorme opération humanitaire, coordonnée en grande partie par l'ONU et mettant en jeu une grande variété d'organisations non gouvernementales internationales et d'Églises locales, a fourni les seuls services qui atteignaient les civils dans le sud du Soudan. Des cycles d'inondation et de sécheresse ainsi que le refus du gouvernement du Soudan d'autoriser le passage des convois humanitaires ont produit de graves crises humanitaires et la famine. Les populations vivant près de la ligne de partage entre le Nord et le Sud ont été victimes de déplacement

forcé, d'esclavage et de vol de bétail par les milices nordistes. Dans le nord de l'Ouganda, l'Armée de résistance du Seigneur effectuait régulièrement des attaques et des enlèvements dans les communautés des États les plus au sud. Dans tout le Sud, les civils craignaient de subir les bombardements de Khartoum et d'être pris sous les feux croisés des combats entre les factions sudistes, dont les pires incidents exploitaient les peurs et les rivalités entre les communautés Dinka et Nuer. Selon les estimations, plus de deux millions de Soudanais du sud ont péri et plus de 4,6 millions ont été déplacés pendant la deuxième guerre civile<sup>8</sup>, pour une population de 8,3 millions de personnes à la fin de la guerre.

Lorsqu'il a été établi en juillet 2005, le gouvernement de transition du Soudan du Sud a commencé à construire presque toutes les institutions et les structures administratives du gouvernement à partir de rien. Il n'est entré en possession de sa capitale, Djouba, qu'après la mort prématurée de John Garang trois semaines après sa prise de fonction de président du Sud-Soudan et de premier vice-président du Soudan. Six ans plus tard, désormais sous le gouvernement indépendant de la République du Soudan du Sud (RSS), le nouveau pays a érigé, avec un soutien international considérable, les éléments de base d'un État moderne, notamment une constitution de transition, un pouvoir exécutif, une assemblée législative, un système judiciaire et des forces armées et de police.

Il n'est pas surprenant que les indicateurs du développement du Soudan du Sud soient parmi les pires au monde. Selon des estimations de 2013, 51 % des 11,8 millions d'habitants du pays ont moins de 18 ans. Ce chiffre comprend les quelque 2,3 millions de Soudanais du sud déplacés pendant la guerre civile qui sont rentrés dans leurs communautés depuis 2005. Dans la tranche d'âge des 15 ans et plus, seulement 27 % (40 % des hommes et 16 % des femmes) savent lire et écrire. Le pays a le dix-huitième pire taux de mortalité infantile au monde, avec 70 décès pour 1 000 naissances vivantes, ainsi que le neuvième taux de fécondité le plus élevé au monde, avec 5,5 enfants par femme. Dans ce territoire d'une superficie à peu près identique à celle de l'Afghanistan, il n'y a

qu'une seule grande route goudronnée, qui relie Djouba à la frontière avec l'Ouganda, sur 192 kilomètres.

Le passé du pays, une classe sociale éduquée minuscule, une infrastructure physique minimale, une activité économique marginale en dehors de l'agriculture de subsistance et du pastoralisme, et l'absence de services sociaux : autant de facteurs qui créent des défis monumentaux pour l'amélioration des conditions de vie.

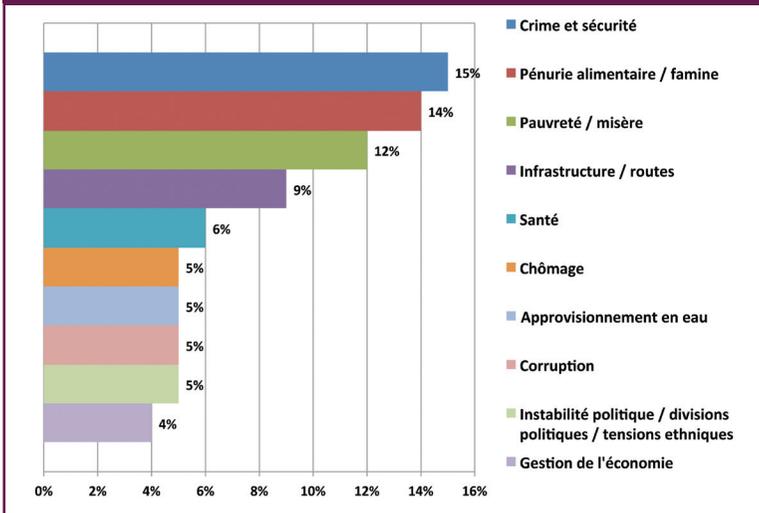
### **La baisse de la confiance dans le gouvernement**

Même si les capacités de l'État sont extrêmement limitées, le MPLS jouit d'une légitimité intrinsèque car il a pris part à la plus longue guerre civile d'Afrique et a obtenu l'indépendance du Soudan du Sud. Près de 99 % des électeurs sud-soudanais se sont prononcés en faveur de l'indépendance lors du référendum de janvier 2011. Le soutien populaire et la fierté pour ce nouveau pays était à son paroxysme le jour de l'indépendance du Soudan du Sud, le 9 juillet 2011. La communauté internationale a renforcé cette légitimité en accueillant à bras ouverts le Soudan du Sud en sa qualité d'État souverain et de plus jeune membre de l'ONU et de l'Union africaine.

Après des décennies d'exploitation et d'abandon de la part de Khartoum, les attentes au sujet des dividendes de la paix étaient importantes. Les citoyens croyaient que le nouveau gouvernement apporterait des améliorations majeures en matière de développement et de sécurité lorsqu'il aurait pris pleinement le contrôle de ses ressources nationales. Leurs espoirs étaient renforcés par leur conviction que les six années d'autonomie provisoire du territoire qui avaient précédé le référendum sur l'indépendance avait donné au nouveau gouvernement assez de temps pour mettre en place des plans et des préparatifs. Une fois libérés de l'oppression du Nord, ils s'attendaient à vivre dans une sécurité relative, sans redouter la violence quotidienne<sup>9</sup>.

Mais après l'indépendance, la lune de miel n'a pas duré. Des sondages indiquent qu'en mai 2013, la moitié des Sud-Soudanais estimaient que

**Figure 1. Pourquoi selon vous le Soudan du Sud va-t-il dans la mauvaise direction ?**

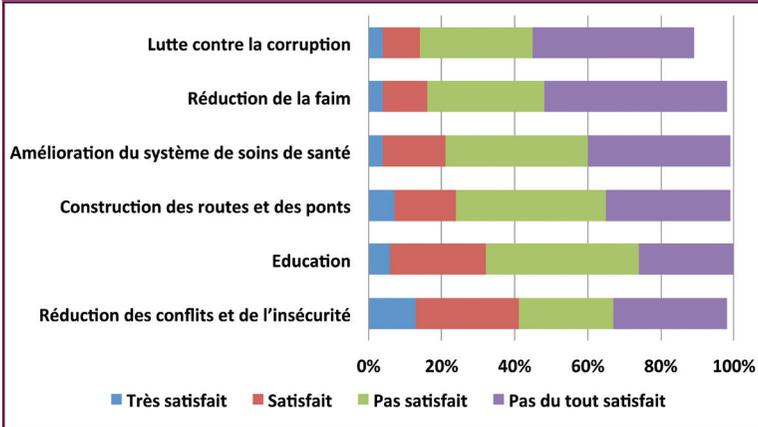


Source : *International Republican Institute*, avril-mai 2013.

leur pays allait dans la mauvaise direction. Les raisons principales de ce pessimisme des personnes interrogées étaient la montée de l'insécurité, l'augmentation du coût de la vie et le mécontentement au sujet du rythme du développement, les pénuries alimentaires et la pauvreté étant de particulièrement grandes sources de préoccupation (voir Figure 1)<sup>10</sup>.

Dans une certaine mesure, de telles attitudes sont la conséquence inévitable des capacités extrêmement limitées de ce jeune État par rapport à la gravité des difficultés. Néanmoins, le sentiment de la population que le gouvernement fait preuve de négligence volontaire (corruption, violations des droits de l'homme par les services de sécurité, rétrécissement de l'espace politique) et qu'il se désintéresse de la satisfaction des attentes cruciales dans le domaine de la sécurité, de la justice et du développement joue un rôle dans la dynamique négative des relations entre l'État et la société qui menace la confiance des citoyens dans leur État. Il est intéressant de remarquer que les sentiments au sujet de la fourniture médiocre de services et de la corruption des

**Figure 2. Quel est votre niveau de satisfaction des résultats du gouvernement national dans les domaines suivants ?**



Source : International Republican Institute, avril-mai 2013.

fonctionnaires sont devenus bien plus vifs depuis l'indépendance. Ce mécontentement à l'égard du gouvernement et la baisse de la confiance dans celui-ci représentent l'une des plus grandes difficultés sur le plan de la construction de l'État pour ce nouveau pays (voir Figure 2).

### Une corruption débilante

Les Sud-Soudanais considèrent que l'élite au pouvoir est presque entièrement corrompue, en partie parce qu'ils constatent qu'il n'y a guère eu de développement en dépit des recettes pétrolières réalisées pendant 6 ans depuis la formation du gouvernement du Soudan du Sud en 2005. En juin 2012, le président Kiir a publié une lettre ouverte à 75 actuels ou anciens responsables publics et officiers militaires indiquant que quatre milliards de dollars de fonds publics avaient disparu. Il exigeait la restitution de ces fonds, faute de quoi des poursuites judiciaires seraient lancées. « Nous nous sommes battus pour la liberté, la justice et l'égalité. Un grand nombre de nos amis sont morts pour atteindre ces objectifs. Et pourtant, une fois arrivés au pouvoir, nous avons oublié les raisons de notre combat et avons commencé à nous enrichir aux dépens de notre peuple », écrivait le président Kiir. « La crédibilité de notre gouvernement est en jeu. »

Malgré sa franchise étonnante, cette lettre demeure très controversée ; on ne connaît en effet toujours pas l'origine du chiffre mentionné et à ce jour, aucun haut responsable n'a été poursuivi pour corruption. (En juin 2013, deux ministres ont été suspendus pour la durée d'une enquête sur une affaire controversée de passation de marchés.) L'impression qui en découle est celle d'une élite au pouvoir qui jouit d'une impunité totale et fait naître un sentiment de trahison et de colère en raison de l'absence de reddition de comptes en matière de corruption. Cela renforce également les accusations d'exclusion des groupes ethniques qui se sentent moins bien représentés au sein de l'État et de l'armée (dominés en grande majorité par les Dinkas et les Nuers) et n'ont donc pas droit à une part du butin.

Les institutions étatiques comme la Commission anti-corruption et la Cour des comptes commencent tout juste à fonctionner. Les hauts responsables publics ont soumis des déclarations de patrimoine à la Commission anti-corruption pour la première fois en 2012. La Cour des comptes passe systématiquement en revue les finances du gouvernement du Soudan du Sud (celui d'avant l'indépendance) et soumet régulièrement des rapports publics sur ses conclusions à l'Assemblée législative nationale avec des recommandations d'enquêtes complémentaires. Ces mesures représentent un début important de la lutte contre la corruption et du rétablissement de la confiance dans les détenteurs de mandats publics. Mais tant que chaque responsable ne sera pas obligé de rendre des comptes, la corruption continuera d'exercer de fortes pressions sur la formation du nouvel État.

## La faiblesse des liens avec les communautés locales

La question de l'identité est complexe au Soudan du Sud. Le soutien presque universel des Sud-Soudanais pour l'indépendance lors du référendum traduit une puissante valeur unificatrice à travers tout le nouveau pays. De plus, une grande majorité des citoyens s'identifient comme Sud-Soudanais. Mais les liens tribaux restent très forts. De nombreux Sud-Soudanais conservent des niveaux plus élevés de familiarité, de respect et de confiance à l'égard de leurs chefs tribaux que des responsables politiques<sup>11</sup>. Dans certains endroits, cela a provoqué des tensions entre le nouvel État et les autorités traditionnelles. Pendant la guerre, le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan a instauré la pratique de nommer des administrateurs civils et militaires pour superviser les chefs tribaux dans les zones libérées et rendre compte aux commandants de zone de l'APLS. Certains chercheurs pensent

que cette pratique a faussé les mécanismes traditionnels, militarisé les structures des chefferies et renforcé le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan. D'autres affirment qu'elle a aidé à réduire les violences dans les zones où les administrateurs civils et militaires et les chefs tribaux entretenaient des rapports de coopération. Néanmoins, cela a gravement perturbé le lien entre les citoyens et leurs dirigeants en obligeant les chefs à rendre des comptes pour un ensemble d'intérêts différent (à savoir, ceux du M/APLS) plutôt que ceux des citoyens.

Le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan n'a jamais réussi à développer une structure de parti civil participative avec une organisation et une mobilisation authentiques de la base englobant toutes les communautés et tous les groupes d'identité, comme les ligues de femmes et de jeunes, ce serait-ce que parce que ses leaders ne considéraient pas qu'il s'agissait là d'une priorité. Certes, des secrétariats ressemblant à des ministères civils existaient avant les négociations qui ont abouti au CPA, mais la principale fonction civile du MPLS avant la période de transition précédant l'indépendance (de 2005 à 2011) était de coordonner l'accès des zones sous son contrôle militaire par les organisations humanitaires. Mais dans les faits, les préoccupations en matière de sécurité primaient sur l'administration civile. Cette incapacité de séparer la politique de l'administration a continué de se manifester pendant les années qui ont suivie l'indépendance du Soudan du Sud, les leaders de la RSS se montrant en général incapables de séparer les processus et les structures du parti de ceux de l'État. La prise de décisions demeure centralisée et descendante ; la politique est définie par le président de la RSS et le président du MPLS, deux fonctions conçues à dessein pour être occupées par la même personne.

Par conséquent, si le Soudan du Sud compte des valeurs unificatrices positives, l'on y trouve également de puissantes forces qui tendent à la division et sont les plus marquées dans les régions du Soudan du Sud qui ont connu les pires violences ethniques. Parallèlement à la jeunesse de la population, dont la grande majorité n'a connu que la guerre, et

l'abondance des armes légères en circulation, héritées de la guerre ou arrivées récemment dans le cadre de la stratégie de déstabilisation de Khartoum après l'indépendance, la tendance à régler les désaccords par la violence reste très manifeste.

## **Cadre de formation et de stabilisation de l'État**

Les recherches sur les États fragiles sont arrivées à plusieurs conclusions importantes sur les conflits violents et comment les pays peuvent s'en libérer. Bruce Jones et Molly Elgin-Cossart les ont résumées ainsi :

*Nous savons qu'il est difficile, mais pas impossible, une fois sorti d'un conflit, de ne pas y replonger, que des règlements politiques inclusifs sont importants pour la paix, et que bâtir la confiance dans le règlement politique et dans les institutions réformées est essentiel à son succès. Nous savons aussi que ce processus prend du temps, souvent des décennies.*

*En clair, les violences se produisent dans des contextes où les alternatives institutionnelles à la violence sont faibles ou inexistantes ; des institutions faibles conjuguées à un ensemble de motivations politiques, sécuritaires et économiques (et à des pressions extérieures) créent les conditions du conflit et de la violence<sup>12</sup>.*

Un État devient donc fragile et échoue en fin de compte principalement en raison de son manque de processus accessibles et dignes de confiance pour gérer des intérêts concurrents sans recourir à la violence, alors que les États résilients font face aux tensions par une « combinaison de capacités et de ressources, d'institutions efficaces et de légitimité, qui sont toutes étayées par des processus politiques qui font office de

médiateurs dans les relations entre l'État et la société<sup>13</sup> ». Quand on parle des États fragiles, on accorde beaucoup d'attention aux symptômes de la fragilité, à savoir les niveaux élevés de violence, les crises humanitaires ou les événements qui déclenchent des conflits, mais c'est la qualité, la crédibilité et l'accessibilité des processus politiques qui déterminent en grande partie la fragilité ou la résilience. Avec ses institutions étatiques rudimentaires, ses structures d'autorité traditionnelle et communautaire affaiblies et ses taux croissants de corruption, le Soudan du Sud ne dispose pas de ces éléments fondamentaux de la stabilité.

En particulier, les États qui gèrent bien les exigences concurrentes des divers groupes de la société ont des processus politiques représentatifs et inclusifs par lesquels les citoyens peuvent influencer la prise de décisions, exprimer leurs préoccupations et leur opposition aux politiques, présenter et régler les litiges, et demander des comptes aux dirigeants et aux institutions. Plus ces processus sont inclusifs, participatifs et jugés dignes de foi, plus le système politique sera légitime, stable et durable<sup>14</sup>. L'intensification de ces processus jugés dignes de confiance s'accompagnera d'une augmentation des avantages qu'ils procurent. Les pays dotés de processus et de systèmes politiques pluralistes qui répartissent largement le pouvoir et assurent l'instauration de l'ordre public ont tendance à avoir des institutions économiques inclusives qui créent une situation équitable pour tous, où les droits à la propriété sont garantis et les investissements dans des compétences et des technologies nouvelles sont récompensés. En d'autres termes, l'inclusivité politique ne fait pas que réduire la violence et l'instabilité, elle encourage également le développement et la croissance<sup>15</sup>.

Stabiliser un jeune État comme le Soudan du Sud nécessite donc la transformation des normes politiques et économiques extractives et prédatrices en des institutions inclusives et responsables afin de gérer les rivalités politiques sans recourir à la violence et de créer un environnement favorable à une croissance économique soutenue. Toutefois, il ne suffit pas pour y arriver de signer simplement un accord

de paix négocié ou d'adopter une nouvelle constitution et d'organiser des élections, bien que chacune de ces étapes donne l'occasion d'engager un dialogue avec les citoyens et de faire progresser les réformes. Au lieu de cela, les sociétés édifient progressivement un ensemble de processus politiques appuyés par la population. Dans les situations fragiles, cela peut prendre une génération ou davantage<sup>16</sup>.

La confiance est le fondement sur lequel sont bâtis les processus politiques. Elle doit être cultivée entre les groupes qui ont été divisés par la violence, entre les citoyens et l'État, et entre l'État et les autres parties prenantes clés dont le soutien est nécessaire pour le rétablissement. Le niveau de cohésion et de confiance dans une société « définit souvent les normes de base de la coopération, de l'équité, de la transparence et des objectifs sociaux. Les sociétés où il y a une plus grande cohésion s'entendent mieux sur la direction qu'elles veulent prendre et sont plus disposées à coopérer pour y parvenir<sup>17</sup> ». Par conséquent, favoriser la confiance et la cohésion entre l'État et la société ainsi qu'entre les communautés divisées pour des raisons ethniques, culturelles, linguistiques, etc. est essentiel pour établir des institutions étatiques stables et durables<sup>18</sup>.

Le Rapport sur le développement dans le monde 2011 a constaté que la plupart des États qui échappent aux cycles de la violence ont commencé par créer des coalitions de parties prenantes « suffisamment inclusives » pour appuyer la création d'un climat de confiance et la transformation institutionnelle au niveau national. De telles coalitions engendrent un soutien national pour les réformes fondamentales, cultivent la confiance entre l'État et la société, et favorisent la prise de contacts avec les leaders communautaires pour identifier les priorités locales et créer des programmes qui y correspondent<sup>19</sup>. Avec le temps, la collaboration constructive qui apparaît fait augmenter la confiance dans l'État et la légitimité de celui-ci. À mesure de l'inclusion de segments de plus en plus importants de la société dans des processus jugés dignes de foi, les institutions politiques deviennent plus efficaces et résilientes, ce qui crée un cercle vertueux.

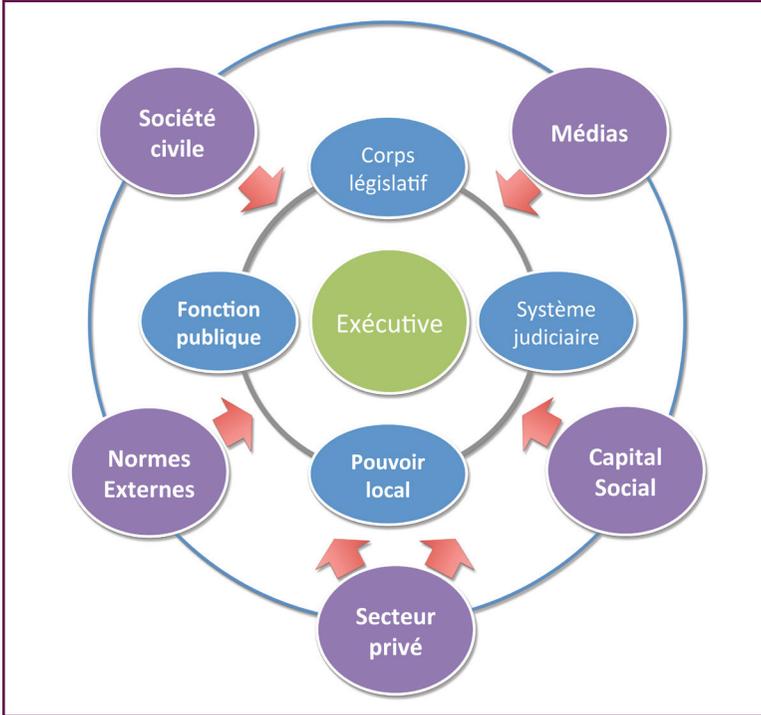
Bref, la santé de la société est d'une importance cruciale pour la santé de l'État. Les sociétés fragiles engendrent des États fragiles, alors que les États résilients et durables ont des réseaux sociaux riches et solides qui engendrent la confiance au sein des différents groupes d'identité similaire et entre eux. « Les pays où la cohésion sociale est plus forte ont tendance à être plus stables, plus aisés et moins sujets à la criminalité et à la violence, et sont caractérisés par moins de corruption<sup>20</sup>. » Le renforcement de la cohésion sociale par des mesures de renforcement de la confiance qui améliorent les relations entre l'État et la société doit donc être un objectif prioritaire. C'est le fondement sur lequel doivent être bâties toutes les institutions étatiques.

Le Rapport sur le développement dans le monde 2011 souligne les institutions qui assurent la sécurité, la justice et l'emploi des citoyens en tant que priorités vitales. Des résultats visibles survenant en temps opportun dans ces domaines sont très efficaces pour aider les États à échapper aux cycles de l'insécurité et à réduire le risque de rechute<sup>21</sup>. S'associer à d'autres acteurs – la communauté, la société civile, le secteur privé – peut accélérer le rythme des améliorations et rétablir encore davantage la confiance dans l'État.

De plus, les citoyens n'accepteront pas d'être gouvernés par un régime s'il n'existe pas de voies significatives et accessibles par lesquelles celui-ci peut être contesté et réformé<sup>22</sup>. En revanche, ils sont bien mieux disposés à travailler avec d'un système qui fait la preuve de son équité et prend des mesures correctives lorsque les règles établies ont été enfreintes, ainsi qu'à l'appuyer et le protéger. L'établissement de systèmes de reddition de comptes pour servir de poids et contrepoids, particulièrement à l'égard du pouvoir exécutif, aide à améliorer la confiance dans l'État et sert de base à la réforme des institutions.

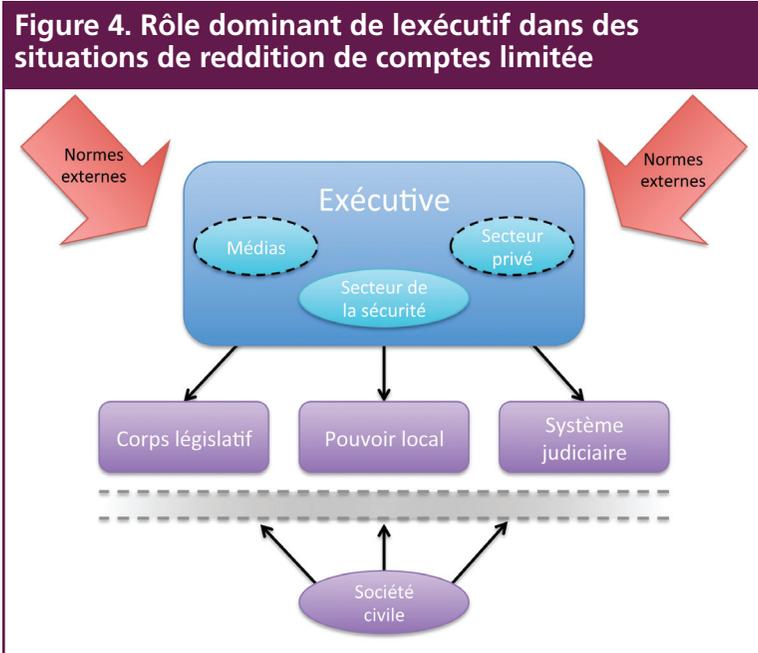
Les processus par lesquels l'État et la société entretiennent des relations forment des boucles de réaction essentielles pour la crédibilité et la réceptivité de l'État. Ces processus se manifestent par une variété de mécanismes basés sur l'État et la société qui fournissent

**Figure 3. Structures superposées de reddition de comptes**



Source: Siegle, 2013<sup>23</sup>.

collectivement des cercles complémentaires de reddition de comptes et favorisent ainsi la confiance dans l'État<sup>24</sup> (voir Figure 3). Les mécanismes de reddition de comptes basés sur l'État comprennent notamment les constitutions, les élections, les corps législatifs, les tribunaux, les partis politiques, les pouvoirs publics à l'échelon sous-national, une fonction publique fondée sur le mérite et un secteur de la sécurité professionnel. Quant aux mécanismes de reddition de comptes basés sur la société, ils comprennent les médias indépendants et l'accès à l'information, la société civile, le capital social et des normes extérieures<sup>25</sup>. Le développement d'un groupe quelconque est moins important que la densité, ou la superposition, des mécanismes de



Source: Siegle, 2012.

reddition de comptes à travers l'État et la société. Cela crée un système plus stable et résilient composé de niveaux multiples de contraintes imposées au pouvoir exécutif<sup>26</sup>.

Dans le cas d'un grand nombre d'États fragiles ou en transition, ces structures de reddition de comptes sont faibles ou absentes (voir Figure 4). En général, le pouvoir est concentré au niveau de l'exécutif qui dirige les autres branches de l'État. L'autorité de l'exécutif est telle que celui-ci contrôle des entités qui sont censées être indépendantes comme les médias et le secteur privé. Par ailleurs, la société civile, marginalisée, ne peut pas engager vraiment un dialogue avec l'État ou attirer l'attention sur les priorités des citoyens. Ce que le Soudan du Sud doit donc faire pour construire l'État est de passer d'une situation où le pouvoir exécutif domine à une structure de reddition de comptes superposée au sein de laquelle l'exécutif reste au centre, mais entouré de niveaux superposés de mécanismes de reddition de comptes basés sur l'État et la société.

## Établissement de la confiance et des processus de reddition de comptes au Soudan du Sud

Il n'est pas surprenant que la plupart des institutions de reddition de comptes du Soudan du Sud soient à l'état embryonnaire. S'il est vrai que la création d'un nouvel État s'accompagne d'un ensemble unique de difficultés, elle crée en même temps des occasions d'établir un système de contre-pouvoirs qui serait plus difficile à instaurer si des institutions dysfonctionnelles fondées sur le népotisme étaient déjà solidement implantées. Malheureusement, plutôt que d'investir du temps et des ressources dans de tels processus de création de mécanismes de reddition de comptes au début de la transformation du Soudan du Sud, les politiques publiques les ont trop souvent sapés.

### Mécanismes de reddition de comptes basés sur l'État

**La Constitution.** Une constitution provisoire rédigée par le MPLS a été amendée sans examen sérieux juste avant l'indépendance pour servir de constitution de transition. Un processus national participatif et approfondi de révision qui doit aboutir à l'adoption d'une constitution permanente doit se dérouler avant les élections de 2015. La constitution provisoire donne des pouvoirs extraordinaires au président sans pratiquement aucun droit de regard pour les autres branches de l'État. Le président ne peut pas être destitué. Il peut dissoudre les assemblées nationale et des États et révoquer le vice-président et les gouverneurs des États, ainsi que n'importe quel magistrat ou juge. Le président Kiir a exercé ces pouvoirs en janvier et juillet 2013 lorsqu'il a destitué les gouverneurs de deux États et le vice-président et limogé l'ensemble de gouvernement. Le processus national de révision a pris beaucoup de retard et il est effectué presque entièrement par des membres de l'élite. Le concept de base d'une constitution écrite, qui précise les règles de fonctionnement de l'État, reste toujours étranger à la plupart des Sud-Soudanais<sup>27</sup>.

**Les élections.** Les premières élections de l'histoire qui ont eu lieu sur le territoire du Soudan du Sud se sont tenues en 2010 avant l'indépendance dans le cadre du processus du CPA, avec des élections aux niveaux national (dans le Soudan uni de l'époque), régional (au sein du gouvernement du Soudan du Sud) et des États. Dans le Sud, elles ont été troublées par des cas d'intimidation et des violences attribués au MPLS. Le choix des candidats du MPLS pour des postes aux niveaux local et des États avait aussi été très controversé, le siège du parti ayant annulé un grand nombre des nominations proposées par le parti au niveau des États. Les résultats de certains scrutins n'ont absolument pas été respectés au niveau des États. En l'absence de moyens de recours judiciaire ou d'autres structures de reddition de comptes qui permettraient de contester ces situations, plusieurs candidats battus mécontents ont pris les armes (comme David Yau Yau dans le Jonglei). La prochaine série d'élections est prévue pour 2015, bien que la constitution ne prévoit pas de calendrier électoral et que la date du scrutin dépende donc entièrement du bon vouloir du MPLS, au pouvoir. Tant que les détenteurs de mandats publics ne seront pas obligés de rendre des comptes, ces scrutins, qui doivent décider de ceux qui prendront le contrôle des ressources publiques, demeureront des exercices à somme nulle, qui risquent d'entraîner encore plus de divisions et de violence.

**Le corps législatif.** L'Assemblée législative nationale (NLA) du Soudan du Sud est dominée par le MPLS, qui détient plus de 90 % des sièges, le reste étant détenu par 5 partis d'opposition. La plupart des membres sont élus en fonction de circonscriptions géographiques, de listes de partis et d'une liste de femmes. Certains sont nommés par le président. Les textes législatifs proviennent presque entièrement du pouvoir exécutif et la NLA exerce peu de contrôle indépendant de l'exécutif sous la forme d'audiences, d'enquêtes, de débats ou de gestion budgétaire. La plupart des parlementaires ont de rares contacts avec leurs électeurs et ont été élus sur la base de leur loyauté envers le MPLS. La majorité de la population vit dans des régions rurales et ne connaît en

général pas ces nouvelles institutions politiques, leurs représentants et les liens qu'ils entretiennent avec l'utilisation des ressources publiques ou la présidence<sup>28</sup>.

**Les partis politiques.** Les partis d'opposition sont très faibles, que ce soit au niveau de leurs ressources ou de leurs capacités, et ils sont régulièrement intimidés et harcelés par des agents de sécurité affiliés au MPLS. Plusieurs partis sont dirigés par d'anciens commandants de factions rebelles opposées au Mouvement de l'Armée populaire de libération du Soudan pendant la guerre, ce qui les rend intrinsèquement suspects et dangereux aux yeux du parti au pouvoir. La plupart d'entre eux ont toujours des forces armées loyales qui peuvent être mobilisées pour combattre.

Reflétant ses origines militaires, le MPLS n'encourage pas le débat en son sein, il ne tolère pas la dissidence et les décisions viennent d'en haut. Le MPLS en tant que parti est pratiquement indiscernable de la RSS et il ne préconise donc pas de normes de reddition de comptes plus strictes ou de mesures de lutte contre les abus de pouvoir des autorités. Les rivalités internes entre les dirigeants en prévision des élections de 2015 menacent de scinder le parti, en particulier entre les partisans du président Salva Kiir et ceux de l'ancien vice-président Riek Machar. Ces divisions menacent aussi de politiser encore davantage l'ethnicité. En juillet 2013, le président Kiir, Dinka, a révoqué le vice-président Riek Machar, Nuer, et le secrétaire général du MPLS, Pagan Amum, Shilluk<sup>29</sup>. S'il n'y a pas de réforme au sein du MPLS pour faire face de façon crédible et démocratique à la contestation à l'intérieur du parti, le risque d'instabilité politique et de violence augmentera<sup>30</sup>.

**Les tribunaux.** Le Soudan du Sud ne dispose pas de système judiciaire indépendant en état de fonctionner qui aurait le pouvoir d'interpréter les lois et de se prononcer sur la légalité des actions de l'exécutif, et encore moins d'offrir aux citoyens des voies d'ester en justice<sup>31</sup>. Les lois sont mal diffusées à travers le pays et il existe toute une confusion de tribunaux de chefs coutumiers, nommés par des ministères

des États des pouvoirs locaux, et de tribunaux gouvernementaux, qui relèvent du système judiciaire. Ces derniers ont des origines diverses : les structures coloniales britanniques, l'administration de Khartoum dans les villes de garnison pendant la guerre et des tentatives d'administration par le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan pendant la guerre. Paradoxalement, les efforts entrepris pour rationaliser le droit coutumier pour en faire un ensemble écrit de règles afin d'obtenir une plus grande clarté et uniformité entravent peut-être le recours à la justice en éliminant une partie de la souplesse permise par les procédures traditionnelles.

À tous les niveaux, les tribunaux sont vulnérables à la corruption et souvent perçus comme désavantageant les pauvres<sup>32</sup>. Selon des estimations, les deux tiers des États du Soudan du Sud n'ont pas encore de tribunaux gouvernementaux et dépendent d'audiences foraines pour répondre à leurs besoins en matière de justice officielle. L'utilisation de défenseurs publics, en particulier pour les condamnés à mort, demeure rare<sup>33</sup>.

Le manque d'options de recours réalistes par l'intermédiaire des tribunaux peut donc encourager un nombre croissant de citoyens à chercher d'autres moyens de régler les litiges, y compris par la violence. Nombreux sont ceux qui pensent que les auteurs de ces violences peuvent « tuer des innocents, voler du bétail, détruire des biens, enlever des femmes et des enfants, et commettre des violences sexuelles en toute impunité<sup>34</sup> ». Faire en sorte que les auteurs de crimes violents rendent davantage compte de leurs actes par le biais de poursuites judiciaires et de procès publics, surtout pour les populations rurales, aiderait à soulager le fardeau des institutions politiques et militaires qui interviennent en cas de violence intercommunautaire et politique.

**Le gouvernement au niveau sous-national.** La Constitution et plusieurs lois autorisent la décentralisation de certains services sociaux et de sécurité dont la responsabilité peut être confiée aux autorités locales et des États. Des assemblées législatives des États et Conseils de chefs

traditionnels sont également prévus, bien que leurs finalités respectives ne soient pas claires. De plus, lorsque des mesures d'austérité sont entrées en vigueur à la mi-2012 à cause de l'arrêt des exportations pétrolières, les versements aux autorités sous-nationales ont été en grande partie réduits, ce qui a entraîné une baisse des salaires des enseignants et d'autres fonctionnaires des États et locaux. En général, les gouverneurs élus des États nomment des commissaires des comtés qui supervisent les services en matière d'éducation, de soins de santé de base, etc., en dépit de la disposition de la Constitution qui veut que les commissaires soient aussi élus. Les citoyens critiquent en grand nombre cette pratique et le pouvoir du président de révoquer unilatéralement les gouverneurs élus<sup>35</sup>. Neuf des dix gouverneurs des États appartiennent au MPLS. Le président Kiir a renvoyé deux gouverneurs (de l'État des Lacs en janvier 2013 et de l'État de l'Unité en juillet 2013). Même si le président peut nommer des gouverneurs intérimaires, la Constitution exige la tenue d'élections spéciales dans un délai de 60 jours pour élire de nouveaux gouverneurs. Cela n'a pas été fait dans ces deux cas. Dans l'État des Lacs, un major général de l'APLS a été nommé pour assurer la transition et il a effectué un certain nombre de changements rigoureux et profonds sur le plan juridique, institutionnel et du personnel qui ont provoqué une opposition considérable.

**La fonction publique.** La RSS a hérité d'une fonction publique basée dans les villes de la part de Khartoum, qui administrait Djouba et d'autres villes de garnison pendant la guerre. Par conséquent, la majorité des Sud-Soudanais qui vivent à l'extérieur des quelques agglomérations du pays ont rarement des contacts avec les fonctionnaires. Par ailleurs, les postes dans la fonction publique sont devenus une source principale d'emploi – et de népotisme – au Soudan du Sud. La fonction publique est donc inaccessible et elle ne s'acquitte pas bien de ses responsabilités. Pour rendre la situation encore plus complexe, les Sud-Soudanais sont généralement en faveur de la répartition égale des emplois de la fonction publique entre tous les groupes ethniques comme moyen clé d'évaluer

l'inclusivité du gouvernement. De surcroît, il existe des tensions entre les membres de la diaspora qui sont plus jeunes et souvent mieux éduqués et rentrent au pays pour soutenir le nouveau gouvernement et ceux qui sont restés au Soudan du Sud pendant toute la guerre.

**Le secteur de la sécurité.** Ni l'APLS ni le Service de police national du Soudan du Sud n'ont fait des progrès notables pour chercher à devenir des services de sécurité professionnels et neutre politiquement. Tous deux ont en général des forces non entraînées, illettrées et mal équipées issues de diverses fusions de l'APLS et d'autres groupes armés qui existaient pendant la guerre<sup>36</sup>. Les citoyens les considèrent en général comme des sources d'insécurité, et non pas de protection. De nombreux officiers supérieurs ont un sentiment pernicieux et démesuré de leurs prérogatives à cause de leur rôle dans la guerre de libération. Cela a entraîné des confiscations de terres, des contrats préférentiels, des emplois dans la fonction publique et d'autres avantages lucratifs<sup>37</sup>. La RSS compte démobiliser 150 000 des plus de 300 000 soldats de l'APLS. En janvier 2013, le président Kiir a ordonné un grand remaniement de la direction de l'armée et de la police et mis à la retraite 35 officiers généraux, dont les 6 adjoints du chef d'état-major général. Si ces mesures ont généralement été interprétées comme des mesures disciplinaires à l'encontre d'officiers supérieurs corrompus et trop avides, et donc été populaires, il n'y a cependant eu aucun contrôle par l'assemblée législative de la nomination des officiers supérieurs qui les ont remplacés<sup>38</sup>. En général, rares sont les chaînes de communication, de dialogue ou de consultation entre les citoyens et les services de sécurité.

### **Mécanismes de reddition de comptes basés sur la société**

**Les médias indépendants et l'accès à l'information.** Bien qu'il y ait de plus en plus de médias privés (stations de radio, journaux et sites d'information en ligne) au Soudan du Sud, il est rare que les informations proviennent de sources indépendantes, particulièrement sur des sujets portant sur l'insécurité, la corruption ou tout ce qui est considéré comme

une critique à l'égard de l'État<sup>39</sup>. Les organisations de défense des droits de l'homme ont documenté des cas de plus en plus fréquents d'agression, d'intimidation et de détention de journalistes par des agents des services de sécurité, d'où une autocensure de plus en plus importante des médias locaux<sup>40</sup>. L'assassinat éhonté devant chez lui en décembre 2012 d'Isaiah Diing Abraham Chan Awuol, éminent éditorialiste volontiers critique du gouvernement, a suscité l'inquiétude dans le pays et dans la communauté internationale<sup>41</sup>. Aucune inculpation pour meurtre n'a été enregistrée dans le cadre de cette affaire et les attaques visant les médias ont continué.

L'intolérance de l'État pour les critiques et la répression des médias indépendants rendent peu crédibles les affirmations de celui-ci quant au fait qu'il est responsable devant la population et elles ont gravement nui à sa recherche de légitimité. En outre, des informations provenant de sources sûres et indépendantes sont essentielles pour atténuer les conflits, lutter contre la corruption et d'autres abus, créer un système de freins et contrepoids pour le pouvoir exécutif, prépondérant, et sensibiliser les citoyens sur leurs droits et devoirs. La plupart des Sud-Soudanais considèrent que la liberté d'expression est un droit fondamental, une démonstration importante de la démocratie et un moyen essentiel d'obliger les dirigeants à rendre des comptes<sup>42</sup>. La construction d'une identité nationale cohésive sera impossible sans un véritable débat public sur ce que cela veut dire d'être Sud-Soudanais, conversation qui doit inclure les communautés rurales aussi bien qu'urbaines. Pour ce faire, il faut disposer de davantage de médias indépendants qui donnent plus accès à l'information, surtout dans les langues locales par l'intermédiaire de stations de radio qui peuvent atteindre les zones rurales reculées, la radio étant le moyen préféré de la très grande majorité des Sud-Soudanais pour l'accès aux informations et aux actualités<sup>43</sup>.

**La société civile.** Le référendum de janvier 2011 a réussi au Soudan du Sud en grande partie parce que le gouvernement a eu recours à des organisations de la société civile pour inscrire les électeurs, informer la

population au sujet de ce processus et ensuite observer le scrutin. Il a donné lieu à un taux de participation électorale rare dans les pays disposant d'une expérience limitée de la gestion des opérations électorales. Trois Sud-Soudanais admissibles au vote sur quatre ont participé au scrutin. Mais depuis l'indépendance, les groupes de plus en plus variés de la société civile du Soudan du Sud (organisations de prestation de services, centres de recherche, défenseurs des droits de l'homme, et associations de femmes, de jeunes et de membres de diverses professions) font face à un environnement de plus en plus défavorable. Le gouvernement et l'assemblée législative se montrent peu zélés, méfiants et sur la défensive dans leurs contacts avec les groupes de la société civile. De plus, les organisations de la société civile sont pour la plupart principalement concentrées à Djouba.

Néanmoins, la société civile offre des liens importants pour les communautés rurales et des opportunités d'établir des réseaux de confiance qui dépassent les différences ethniques, géographiques, religieuses, etc. au sein des communautés. Par exemple, une coalition d'organisations de la société civile appelée l'Équipe ressource de la société civile sur le processus de révision de la Constitution organise des dialogues entre les citoyens et des programmes d'éducation civique dans les dix États. Les résultats de ces activités seront communiqués à la Commission nationale de révision de la Constitution<sup>44</sup>. Un autre groupe d'organisations locales en faveur de la démocratie, le Réseau sud-soudanais pour la démocratie et les élections, organise et facilite des réunions entre des parlementaires et leurs électeurs et aide ensuite les électeurs à surveiller la suite donnée aux préoccupations dont ils ont fait part. C'est ainsi que la société civile aide à faire le lien entre le gouvernement et la société pour encourager le dialogue et la négociation.

**Le capital social.** Au Soudan du Sud, la cohésion sociale est la plus forte au niveau local, où un sentiment d'appartenir à une communauté et à une tribu ou sous-tribu engendre le plus de confiance sociale et de volonté de coopérer. Mais il y a relativement peu de facteurs qui font

passer cette cohésion au-delà des groupes ethniques et des régions, en dehors de la fierté d'être devenu un pays indépendant et de l'expérience partagée d'avoir lutté pour se libérer de Khartoum. De plus, le profond traumatisme engendré par les luttes entre les factions sudistes mêmes et par l'héritage qu'elles ont laissé entretient la discorde intercommunautaire (et intracommunautaire).

Pendant la guerre, des pensionnats administrés par des missionnaires constituaient l'un des seuls endroits où les civils pouvaient établir des réseaux sociaux qui ne tenaient pas compte des critères ethniques et des régions géographiques. En outre, le rôle des Églises dans la fourniture de services sociaux pendant les décennies de guerre et de régime colonial en ont fait certaines des institutions auxquelles les Sud-Soudanais font le plus confiance. Les responsables des douze principales Églises, rassemblées au sein du Conseil des Églises du Soudan du Sud et représentant plus de 60 % de la population<sup>45</sup>, sont souvent invités à diriger des processus de paix et de réconciliation locaux. En avril 2013, le président Kiir a placé l'archevêque de l'Église anglicane et l'archevêque émérite de l'Église catholique à la tête d'un processus de réconciliation nationale. Les dirigeants religieux s'élèvent aussi contre les violations des droits de l'homme et la corruption, et ils donnent des cours d'éducation civique, y compris sur le processus national de révision de la Constitution. La popularité et la crédibilité des Églises auprès du public en tant que voix indépendante en font le lieu idéal pour faciliter les relations entre les groupes ethniques. Elles représentent également la voix de la conscience pour la RSS et ceci entraîne parfois des tensions avec les hauts responsables publics et les cadres des partis. Pour leur part, les dirigeants religieux ne veulent pas être perçus comme étant trop proches du gouvernement car ils risqueraient de perdre la confiance de leurs communautés.

En dehors des Églises, il y a peu d'espaces pour créer des liens et des réseaux sociaux entre les communautés. Même les quelques universités qui fonctionnent au Soudan du Sud connaissent des tensions communautaires qui provoquent parfois des violences et l'interruption

prolongée des cours<sup>46</sup>. Le MPLS et l'APLS sont les deux plus grands réseaux intercommunautaires au Soudan du Sud. Toutefois, le sentiment que les Dinkas dominent ces deux institutions, la possibilité limitée de débat franc au sein du parti et la difficulté d'intégrer les milices rebelles tribales dans l'APLS<sup>47</sup> entravent leur participation à la constitution d'un capital social. À vrai dire, le fait que le MPLS ne soit toujours pas parvenu à unir sa base et ses instances nationales peut aider à expliquer l'intérêt renouvelé dans la tenue de conférences régionales pour discuter des questions d'importance locale et nationale dans les trois blocs régionaux historiques du Sud : le Haut-Nil (les États de Jonglei, de l'Unité et du Haut-Nil), le Grand Équateur (les États de l'Équateur-Occidental, l'Équateur-Oriental et l'Équateur central) et le Grand Bahr el-Ghazal (les États des Lacs, de Ouarab, du Bahr el-Ghazal-Septentrional et du Bahr el-Ghazal-Occidental). Ces conférences ont eu lieu dans les deux dernières régions en 2013, organisées par des acteurs politiques des États et locaux sans tenir compte des frontières des États et en dehors de la structure de parti du MPLS<sup>48</sup>. Ces conférences ont été des forums qui ont permis de discuter du fédéralisme en tant que système de gouvernance nationale et d'autres sujets de préoccupation.

**Les mécanismes extérieurs.** Avant l'indépendance, les bailleurs de fonds ont joué un rôle vital pour fournir une aide humanitaire aux communautés du Sud, faciliter la signature du CPA et assurer le soutien de la communauté internationale au référendum au Soudan du Sud. Mais depuis l'indépendance, les acteurs internationaux sont de plus en plus mécontents de la direction de la RSS, en particulier des décisions d'interrompre la production de pétrole et d'occuper les gisements de pétrole contestés à la frontière avec le Soudan au début 2012. Un grand nombre des partenaires extérieurs sont aussi de plus en plus inquiets au sujet de l'ampleur de la corruption, des violations des droits civils et politiques, et des signalements de violations des droits de l'homme, y compris des meurtres et des cas de torture, commises par les forces de sécurité de l'État. Par conséquent, les bailleurs de fonds ne se sont pas

empressés de fournir des fonds ou un nouvel appui à la RSS pendant la période d'austérité. Se sentant un peu abandonnée et très incomprise, la RSS a commencé à résister de plus en plus aux pressions et aux suggestions de l'extérieur, même de la part de ses plus proches partenaires (les États-Unis, le Royaume-Uni et la Norvège). Ceci a compliqué le soutien des donateurs aux efforts de construction de l'État. Le dialogue avec les bailleurs de fonds obtient les meilleurs résultats dans le cadre de la Nouvelle donne du G7 élargi pour les États fragiles, parmi lesquels le Soudan du Sud est un pays pilote. Par ailleurs, le Soudan du Sud est désormais un membre de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, et il est en train de négocier une facilité de crédit avec le FMI qui s'accompagnera d'exigences extérieures de reddition de comptes financiers. La vérification de la capacité du Soudan du Sud à remplir les critères d'adhésion à la Communauté de l'Afrique de l'Est, partenaire commercial et couloir d'exportation majeur, présente d'autres occasions d'encourager la RSS à améliorer ses normes de gouvernance et son développement.

### **Perte des recettes pétrolières**

Le Soudan du Sud est le pays du monde qui dépend le plus du pétrole. La RSS a connu de graves difficultés par suite de la perte de 98 % des recettes publiques entre janvier 2012 et juin 2013 à cause d'un litige avec le Soudan au sujet des tarifs de transport du pétrole par les oléoducs. (Pour toutes ses exportations de pétrole, le Soudan du Sud utilise en effet des oléoducs qui passent par le Soudan pour atteindre Port Soudan.) Pendant cette période, le gouvernement avait un budget d'austérité et il a presque épuisé ses réserves en devises. En septembre 2012, Khartoum et Djouba sont parvenus à un accord sur la reprise du transit du pétrole par le Soudan. Mais sa mise en œuvre a été bloquée en attendant la satisfaction, en avril 2013, d'exigences supplémentaires de Khartoum concernant le soutien de milices rebelles favorables au Soudan du Sud. Les exportations de pétrole sud-soudanais ont finalement repris en juin 2013, bien que les allégations de soutien réciproque apporté à des groupes rebelles continuent.

L'impact de la perte des recettes pétrolières a été ressenti le plus durement à Djouba, où la majeure partie du budget national est concentrée depuis le début de la période de transition en 2005. Selon le Sudd Institute, les dix États du Soudan du Sud ne

recevaient que 16 % du budget national même avant l'entrée en vigueur des mesures d'austérité. La perte des recettes pétrolières a provoqué des réductions des salaires des fonctionnaires, des coupes dans les subventions globales aux États et des retards dans les programmes de développement. Étant donné que 85 % de la population active fait du travail non salarié, principalement dans l'agriculture de subsistance, l'impact sur les ménages en dehors de Djouba et des capitales des États a été plus limité que ce à quoi on aurait pu s'attendre, ce qui prouve encore une fois la séparation effective entre l'État et le reste de la société sud-soudanaise.

En bref, les mécanismes sud-soudanais de reddition de comptes basés sur l'État et sur la société sont limités. Les dirigeants publics ont été lents à se rendre compte de la valeur énorme de ces processus pour asseoir leur légitimité et stabiliser un État par ailleurs faible. Parfois, ces dirigeants ont énergiquement résisté à la mobilisation communautaire, fait la sourde oreille aux griefs de la population et réprimé les efforts visant à améliorer la reddition de comptes. S'il n'y a pas de contacts plus variés entre l'État et la société et de mécanismes de reddition de comptes superposés, le pouvoir politique et les richesses continueront de converger autour du MPLS et de l'exécutif aux dépens d'une population tenue à l'écart du pouvoir, mal informée et divisée.

## **Renforcement des relations entre l'État et la société au Soudan du Sud**

Le Soudan du Sud en est encore aux débuts de la création d'un climat de confiance dans le cadre du développement de l'État. Le CPA et d'autres réformes transitionnelles ultérieures n'ont pas suffi à encourager la confiance et l'inclusivité pourtant bien nécessaires et sans lesquelles l'État n'obtiendra jamais la légitimité dont il a besoin pour renforcer et étendre sa capacité à gouverner. Surmonter ce déficit de confiance et améliorer les relations entre l'État et la société doivent donc être des préoccupations majeures des dirigeants du Soudan du Sud pour que ce nouveau pays parvienne à la paix durable, à la stabilité et au développement soutenu.

Sur la base de l'expérience d'autres sociétés qui ont surmonté leur fragilité, il apparaît que trois tâches critiques sont impératives pour améliorer les relations entre l'État et la société : constituer des coalitions suffisamment inclusives, élargir le forum d'expression des voix indépendantes de façon à favoriser un dialogue national et remporter des succès tangibles afin de démontrer la sensibilité de l'État aux attentes des citoyens.

### **Des coalitions suffisamment inclusives**

L'État doit faire un effort plus concerté et sincère visant à établir des partenariats collaboratifs qui ne se limitent pas à la classe des élites qui ont dominé l'avenir politique du Soudan du Sud jusqu'à présent. Ce processus d'établissement de partenariats doit également transcender les fissures sociales et faire participer les jeunes. En identifiant des partenaires durables, des priorités mutuellement bénéfiques et des forces complémentaires, une telle stratégie améliorerait les contacts entre la RSS et les communautés locales. Qu'elle porte sur des questions de sécurité, des mécanismes politiques, des besoins en développement ou d'autres questions, la pratique de création de coalitions inclusives rendrait les initiatives et les réformes plus viables, durables et efficaces tout en encourageant la confiance pour les futurs efforts de construction de l'État.

La plupart des Sud-Soudanais ont peu ou pas de contacts avec le gouvernement de Djouba. La création de coalitions inclusives devra donc se produire également au niveau des États et local ainsi que par l'intermédiaire de groupes non gouvernementaux dotés de réseaux interrégionaux. Les élections à des fonctions politiques au niveau sous-national ou des États sont particulièrement importantes. Il faut qu'il y ait des mécanismes participatifs qui permettent aux citoyens et aux communautés d'influencer le choix des candidats ainsi que l'élection au suffrage direct des gouverneurs des États et des commissaires des comtés (par opposition à leur nomination à Djouba ou dans les capitales des États). De même, il faut des structures impartiales auprès desquelles les candidats de n'importe quel parti politique peuvent déposer un recours

en cas d'irrégularités électorales. Il est également nécessaire de limiter expressément la capacité du président à révoquer les détenteurs de mandats publics aux niveaux national ou sous-national. De surcroît, il faut aussi préciser clairement dans la constitution permanente que la composition des assemblées nationale et des États doit être fondée sur des circonscriptions géographiques plutôt que des listes de partis ou des nominations présidentielles. Les Conseils de chefs traditionnels ont aussi un fort potentiel de canalisation des préoccupations et des priorités des citoyens et de démonstration de la détermination de l'État dans le domaine de l'inclusion et de la sensibilité aux voix locales.

Les Églises, omniprésentes et organisées en réseaux informels, font partie des institutions jugées les plus dignes de confiance du pays. Leurs médiateurs respectés ont atteint des résultats notables dans le cadre des efforts de paix et de réconciliation au niveau local, comme l'accord de Wunlit de 1999 entre les Dinkas et les Nuers qui a mis fin à des périodes d'hostilités intercommunautaires meurtrières. Des partenariats avec les Églises au sujet du règlement de litiges locaux, de l'éducation civique ou tout simplement pour améliorer les communications entre les communautés ainsi qu'entre l'État et la société pourraient accroître la confiance dans l'État. De façon plus générale, en entretenant des rapports avec des organisations non gouvernementales et de la société civile jugées dignes de confiance, l'État peut asseoir plus solidement sa propre légitimité politique.

Si la RSS multipliait ses contacts avec les acteurs sociaux, cela réduirait en même temps la logique de violence des communautés qui se sentent exclues du processus politique. De même, la RSS doit reconnaître la différence entre la violence qui a des motifs politiques (commise par des milices rebelles, par exemple) et les incidents qui sont liés aux ressources (protection du bétail des voleurs ou règlement des litiges avec les communautés voisines au sujet de terres, de l'eau ou d'autres questions). Aucune forme de violence n'est constructive, mais les méthodes de règlement devraient être différentes.

La RSS devrait avoir des contacts directs avec les communautés qui se mobilisent uniquement pour la légitime défense de façon à concevoir des stratégies communes qui assureront la protection constante des biens et des activités économiques légitimes (comme le pâturage et l'accès à l'eau). Ces contacts et ces opérations devraient également s'étendre de façon équitable à l'ensemble des communautés et groupes ethniques. Les niveaux extrêmes de violence dans l'État de Jonglei, par exemple, ne disparaîtront pas tant que la communauté Murle se sentira harcelée par l'État tandis que les intérêts des Dinkas et des Lous Nuers feront l'objet de protections plus fréquentes<sup>49</sup>. Tout au moins, les services de sécurité doivent cesser leurs réponses souvent aveugles aux acteurs violents car le nombre élevé des victimes civiles qui en résulte ne fait qu'accroître l'aliénation des communautés.

### **Agrandir l'espace pour les voix indépendantes**

Il est indispensable d'avoir accès à des informations provenant de sources indépendantes pour établir les mécanismes de reddition de compte dont dépendent la stabilité et le développement. En plus de rechercher activement des coalitions et l'inclusivité, l'État doit protéger l'espace qui permet aux citoyens et aux communautés de s'exprimer si l'on veut que les processus de dialogue entre l'État et la société se généralisent. L'expérience d'autres transitions démocratiques montre qu'il faut organiser une énorme campagne d'éducation civique et d'information publique pour sensibiliser la population aux valeurs et aux principes démocratiques clés tels que :

- ◆ La responsabilité de tous les citoyens de participer à des débats sur la vie politique et les politiques générales de façon à ce que ceux-ci fassent connaître leurs préférences
- ◆ La tolérance des points de vue opposés
- ◆ La liberté d'expression, des médias et de réunion
- ◆ L'égalité devant la loi

- ◆ L'inaliénabilité des droits des groupes et partis minoritaires
- ◆ La protection des droits de propriété privée

Outre les acteurs étatiques, cet effort devrait mobiliser la participation des chefs religieux, des autorités traditionnelles, de la société civile, des médias, des partis politiques d'opposition et des partenaires internationaux. Ces groupes jouissent de la confiance de collectivités diverses de la société et, ensemble, ils peuvent atteindre le plus grand pourcentage de citoyens possible.

Plutôt que d'essayer de monopoliser les relations entre l'État et la société, la RSS et le MPLS devraient reconnaître les acteurs indépendants de la société civile comme étant les représentants des perspectives authentiques des citoyens qui peuvent jouer un rôle dans le renforcement et la stabilisation du Soudan du Sud. Harceler, intimider ou empêcher autrement ces voix de s'exprimer transmet exactement le message opposé, à savoir que l'État ne veut pas de vrai dialogue avec ses citoyens et qu'il a l'intention de continuer de contrôler l'accès au pouvoir et à la richesse. Le résultat d'une telle approche est la résistance et l'instabilité perpétuelles.

Par ailleurs, il faut que soient adoptées et promulguées des lois sur les médias qui protègent la liberté d'expression. Il devrait être interdit aux services de sécurité de persécuter les médias, la société civile et les observateurs internationaux de la situation des droits de l'homme. Il faudrait mener des enquêtes indépendantes et crédibles au sujet de tous les cas d'intimidation et de violence à l'encontre des journalistes, des militants des droits de l'homme et des dirigeants de la société civile et en publier les résultats. Les auteurs de ces abus devraient être poursuivis en justice publiquement selon des procédures régulières. Ce sont là des actions immédiates, conséquentes et concrètes qui démontreraient que le gouvernement ; a la ferme intention d'être sensible aux attentes de ses citoyens.

Étant donné que le défi de construire une conscience nationale tient autant de l'exercice culturel que politique, les efforts visant à faire naître une nouvelle identité sud-soudanaise devraient s'ajouter aux réformes ayant pour but de protéger et d'élargir les droits politiques et civils. L'hétérogénéité du Soudan du Sud fournit de profonds réservoirs de culture qui peuvent encourager l'apparition d'une nouvelle identité nationale s'ils sont appréciés et respectés pour leur diversité. Ce processus inclut l'identification, la documentation, la préservation et la célébration du riche patrimoine culturel du Soudan du Sud ainsi que de son histoire partagée de lutte pour la libération. Des concours de musique, des équipes sportives nationales et des ligues sportives pour les jeunes pourraient créer des liens entre les groupes communautaires. La fierté généralisée ressentie au sujet du coureur sud-soudanais Guor Marial, qui a participé aux Jeux olympiques de 2012 sous les couleurs du drapeau olympique, a été partagée par toutes les ethnies et les cultures du Soudan du Sud. La préparation d'une équipe nationale à participer aux Jeux olympiques d'été de 2016 sera une occasion de plus d'accroître la fierté nationale. L'exemple de Manute Bol et Luol Deng, deux stars sud-soudanaises de la Ligue nationale de basket-ball des États-Unis, continue d'inspirer les jeunes de tous les groupes ethniques du Soudan du Sud. Les rencontres de lutte gréco-romaine ont une très grande importance traditionnelle pour certains groupes de ce pays et elles offrent la possibilité d'intégrer des traditions historiques dans la nouvelle identité nationale ainsi que de favoriser une rivalité et une concurrence saines entre les communautés.

### **Remporter des succès tangibles correspondant aux priorités des citoyens**

Parvenir à de petites améliorations au sujet des priorités clés de la population est un moyen tangible pour le gouvernement de démontrer qu'il prend à cœur les intérêts des citoyens. La démarche adoptée est tout aussi importante que les résultats obtenus car elle traduit l'engagement

de l'État envers la participation et l'expression des citoyens – et en fin de compte envers la reddition de comptes. Quatre priorités stratégiques qui font partie intégrante du processus de construction de l'État fournissent des points focaux pour encourager la confiance dans l'État de façon à ce que les réformes cruciales des institutions dans les domaines de la sécurité, de la justice et de l'emploi puissent avoir lieu.

***Le processus national de révision de la Constitution.*** Le processus national de révision de la Constitution devait se terminer d'ici à janvier 2013, ce qui aurait permis d'adopter le texte d'une constitution permanente définitive peu après. Mais ce processus a pris un tel retard que la constitution de transition a dû être amendée pour prolonger le mandat de la Commission nationale de révision de la Constitution pour deux ans de plus jusqu'en décembre 2014. Ceci fait naître de sérieux doutes au sujet de l'adoption d'une nouvelle Constitution permanente avant l'expiration du mandat actuel du président et de l'assemblée nationale en juillet 2015.

Qui plus est, les Sud-Soudanais sont irrités non seulement par les retards, mais aussi par l'inaccessibilité et l'exclusivité du processus de révision. La composition de la Commission nationale de révision de la Constitution est considérée comme étant extrêmement politisée et dominée par le MPLS au pouvoir. Les déclarations faites par certains membres de la Commission exprimant des doutes sur la nécessité de consulter des citoyens illettrés (qui composent la grande majorité des gouvernés) ont indiqué à beaucoup de gens que ce processus ne sera ni consultatif, ni inclusif<sup>50</sup>.

Il est particulièrement préoccupant de remarquer que la composition originale de la Commission excluait en grand partie les membres de la société civile. Le président Kiir a modifié par la suite cette composition pour permettre d'inclure davantage de membres de la société civile, bien que les politiciens du MPLS dominent encore la Commission et qu'aucun autre parti politique ne soit représenté. La Commission ne semble pas non plus avoir de projets d'organiser de vastes consultations à travers le pays, en dehors des efforts individuels des membres de la Commission issus de

la société civile. En outre, la Constitution doit être ratifiée par l'assemblée législative, contrôlée en très grande partie par le MPLS, sans faire l'objet d'un référendum populaire, contrairement à l'avis de la grande majorité de la population d'après des sondages.

Le processus national de révision de la Constitution est une occasion d'apprendre aux citoyens ce qu'est une constitution et de leur demander leur avis sur le type d'État qu'ils souhaitent pour leur pays. Mais la voie tracée par la constitution de transition – à savoir une constitution permanente rédigée par la Commission, soumise à l'examen d'une conférence constituante nationale nommée, puis adoptée par l'assemblée législative – semble destinée à reproduire la vision du parti au pouvoir sur la façon dont il devrait diriger le pays. Il expose aussi pour toujours le document à de sérieuses contestations quant à sa légitimité. Cependant, il est encore temps de rendre ce processus plus inclusif, participatif et transparent<sup>51</sup>. En plus d'institutionnaliser des rapports plus consultatifs avec la société civile et les communautés, le projet de constitution devrait faire l'objet d'un référendum populaire pour démontrer l'engagement de la société envers cette voie politique tout en rehaussant énormément la légitimité du nouvel État. Le référendum de 2011 sur l'indépendance a peut-être représenté l'expérience la plus unificatrice et participative qu'ait connue le Soudan du Sud, et un référendum sur la Constitution pourrait donc encourager de nouveau et revigorer la participation des citoyens à la gouvernance.

Un processus ouvert et légitime de révision de la Constitution représente l'occasion la plus significative de poser des fondements durables pour l'unité nationale. Un processus fermé et exclusif, toutefois, fera perdurer les griefs politiques et les sentiments d'injustice. Il fera également naître des doutes sérieux sur l'engagement des responsables de l'État envers la démocratie.

**La réconciliation nationale.** Bien que cela ne figure pas dans le CPA ou la constitution de transition, la RSS a annoncé début 2013 le lancement prochain d'une initiative de réconciliation nationale en reconnaissance

de la longue histoire de luttes et de griefs intercommunautaires du pays. Après des retards dus à des premiers désaccords au sujet du mandat et de la composition du comité de réconciliation, un nouveau comité de réconciliation nationale composé principalement de responsables de différentes Églises a été établi à la mi-2013. L'archevêque Daniel Deng de l'Église épiscopaliennne du Soudan du Sud en dirige les travaux avec l'appui de l'archevêque catholique émérite, Paride Taban<sup>52</sup>. Les Églises ont désormais l'occasion importante de diriger le pays dans un processus de guérison nationale.

Ce dernier peut aider à faire progresser la recherche de sécurité et de justice, deux secteurs cruciaux soulignés par le Rapport sur le développement dans le monde 2011 comme nécessaires pour faire sortir le pays de la violence. Toutefois, les enjeux sont élevés car un processus mal géré justifiera un nouveau recours à la violence pour « régler » les griefs tout en délégitimant les futures initiatives visant à remédier aux différences entre les communautés. De vastes consultations publiques et des communications sur la raison de la nécessité de ce processus, son déroulement et les rôles de l'État et des acteurs non étatiques seront cruciales pour assurer le succès de cette initiative. Il faut absolument que ce processus soit apolitique et géré par des institutions non gouvernementales indépendantes et dignes de confiance étant donné le rôle joué par un grand nombre des hauts responsables de la RSS pendant la longue histoire des violences Sud-Sud. Veiller à ce que toutes les communautés aient la possibilité d'exprimer leurs griefs sera crucial pour la crédibilité du processus. La question difficile de savoir si justice sera rendue et sous quelles formes à la suite des conclusions du processus de réconciliation constitue un autre grand défi pour le comité, les dirigeants politiques et la société en général.

Au-delà du processus officiel de réconciliation nationale, la promotion d'une culture de tolérance parmi les jeunes et les chefs communautaires devrait être une priorité. De nombreuses initiatives citoyennes et de la société civile ont cherché à atteindre ce but pendant

et depuis la guerre. Mais certaines ont négligé d'inclure les jeunes acteurs qui jouent le rôle le plus important dans la persistance de la dynamique de conflits spécifiques, comme c'est le cas des jeunes Murle et Lou Nuer dans l'État de Jonglei<sup>53</sup>. Tant que les initiatives n'incluront pas les parties prenantes qui ont des liens avec ces acteurs et sont au courant de leurs motifs et de leurs intérêts, il est peu probable qu'on arrivera à faire cesser le recours de plus en plus fréquent à la violence.

**Les élections de 2015.** Les élections de 2015 représentent une opportunité unique de renforcer la confiance et de favoriser la participation des citoyens et la légitimation d'un programme de gouvernance.

Les mandats actuels du président, des gouverneurs des États et des assemblées nationale et des États arrivent à expiration en juillet 2015, ce qui veut dire qu'il devrait probablement y avoir des élections pendant le premier semestre 2015. La constitution de transition ne le précise pas expressément, toutefois, et les retards rencontrés dans la rédaction de la constitution permanente font planer des doutes sur le calendrier des prochaines élections. Néanmoins, une Commission électorale nationale a déjà été formée et elle entame les préparatifs. Son indépendance vis-à-vis du MPLS et des dirigeants de la RSS ainsi que la préparation d'élections libres et équitables sont cruciales pour faire naître la confiance dans le prochain gouvernement et sa capacité de faire progresser les réformes et de mettre en œuvre les politiques.

La façon dont les questions sur les élections nationales et la candidature interne de membres du MPLS seront réglées aura une très grande influence sur l'établissement de normes pour de futures élections au Soudan du Sud et pour décider si ces scrutins continueront d'être considérés comme des compétitions où le vainqueur rafle toute la mise, faisant donc augmenter la probabilité de violence. Si les perdants aux élections à la tête du MPLS et à l'élection présidentielle acceptent les résultats pacifiquement, cela aura des répercussions profondes sur la recherche de légitimité et de durabilité de l'État. Un facteur clé à considérer pendant la période menant au scrutin pour le MPLS et la RSS

sera de garantir la protection des perdants et un espace pour ceux-ci dans le processus politique à l'issue des élections.

En termes plus généraux, le processus électoral de 2015 offre l'occasion à tous les détenteurs de mandats publics de mener un dialogue sincère avec les électeurs pour approfondir les relations entre l'État et la société. Reste à savoir, toutefois, s'il y aura assez de niveaux de reddition de comptes basés sur l'État et sur la société pour que les acteurs politiques acceptent une rivalité non violente pour atteindre le pouvoir et les ressources. Même si ce processus d'instauration de mécanismes de reddition de comptes n'en est qu'à ses débuts, si la population a l'impression que le processus électoral n'est pas administré de façon équitable et transparente, les conséquences en seront non seulement la perte des avantages de ce processus sur le plan du renforcement de la légitimité, mais aussi une plus grande probabilité d'instabilité et de violence au Soudan du Sud.

*L'établissement de liens à travers le pays par les routes et la radio.* Les trois processus critiques qui se déroulent en prévision de 2015 (le processus national de révision de la Constitution, la réconciliation nationale et la préparation des élections aux niveaux national, des États et local) nécessitent tous la circulation libre et régulière des informations en direction des citoyens, même dans les régions les plus reculées du pays. Au Soudan du Sud, le seul manque d'infrastructures physiques permettant la circulation des personnes, des biens et des services dans ce vaste pays, y compris pendant les saisons des pluies, constituera un très grand obstacle à la réalisation de tous les objectifs politiques, de sécurité, économiques et de développement. S'il est vrai que des efforts ont été faits pour améliorer les réseaux de communication et de transport du pays depuis 2005, les routes et la radio doivent pénétrer dans toutes les régions du Soudan du Sud le plus vite possible. Tant que les communautés resteront isolées les unes des autres et par rapport à l'État, tant physiquement qu'au niveau de l'échange des informations, l'insécurité et l'exclusion politique perdureront.

## Conclusion

Rien ne peut remplacer la confiance et la cohésion sociale, qui sont essentielles pour stabiliser et renforcer les États fragiles. La légitimité politique de l'État lui permettant d'agir au nom de ses citoyens est encore plus primordiale que les capacités de l'État à fonctionner, bien que les deux aient des rapports évidents. L'établissement de la confiance prend du temps. Toutefois, c'est une question de la plus grande urgence si les relations entre l'État et la société doivent s'améliorer de façon à empêcher la réapparition des cycles de la violence et à les inverser.

Au Soudan du Sud, il faut donc commencer par se concentrer sur l'instauration d'un processus politique inclusif. Les tensions intérieures et extérieures fluctueront, mais c'est la faiblesse des relations entre l'État et la société qui maintiendra le Soudan du Sud dans l'instabilité. L'amélioration de ces relations doit être la priorité globale de l'État et des chefs de file de la société civile. Sans elle, des institutions capables de régler les conflits ne pourront pas naître. Il est impératif de se concentrer intensément sur l'établissement de la confiance et la promotion de la cohésion sociale par l'amélioration des relations entre l'État et la société pour réduire les niveaux de violence ethnique et améliorer la sécurité, la justice et l'emploi. Le Soudan du Sud ne pourra pas connaître la paix et le développement s'il ne commence pas par bâtir les fondements de l'État.

## Notes

<sup>1</sup> Jonah Leff, *My Neighbour, My Enemy: Inter-tribal Violence in Jonglei*, HSBA Issue Brief n° 21 (Genève : Small Arms Survey, octobre 2012).

<sup>2</sup> Jok Madut Jok, *Mapping the Sources of Conflict and Insecurity in South Sudan: Living in Fear under a Newly-Won Freedom*, Special Report N° 1 (Djouba : The Sudd Institute, 12 janvier 2013), 7.

<sup>3</sup> Leff.

<sup>4</sup> « South Sudan: Army Making Ethnic Conflict Worse », Human Rights Watch, 19 juillet 2013, disponible sur <<http://www.hrw.org/news/2013/07/19/south-sudan-army-making-ethnic-conflict-worse>>.

<sup>5</sup> « Survey of South Sudan Public Opinion: April 24 to May 22, 2013 », International Republican Institute (IRI), disponible sur <<http://www.iri.org/sites/default/files/2013%20July%2019%20Survey%20of%20South%20Sudan%20Public%20Opinion%2C%20April%2024-May%2022%2C%202013.pdf>>.

<sup>6</sup> Leff.

<sup>7</sup> P.M. Holt et M.W. Daly, *A History of the Sudan: From the Coming of Islam to the Present Day* (Harlow, Royaume-Uni : Longman, 2000), 130.

<sup>8</sup> « USCR Country Report Sudan: Statistics on Refugees and Other Uprooted People, June 2001 », U.S. Committee for Refugees, 19 juin 2001, disponible sur <<http://reliefweb.int/report/central-african-republic/uscr-country-report-sudan-statistics-refugees-and-other-uprooted>>.

<sup>9</sup> Jok, *Mapping the Sources of Conflict*, 2.

<sup>10</sup> Traci D. Cook, Leben Nelson Moro et Onesimo Yabang Lo-Lujo, *From a Transitional to a Permanent Constitution: Views of Men and Women in South Sudan on Constitution-Making* (Washington, DC : National Democratic Institute, juin 2013). Traci D. Cook et Leben Nelson Moro, *Governing South Sudan: Opinions of South Sudanese on a Government That Can Meet Citizen Expectations* (Washington, DC : National Democratic Institute, 22 mars 2012). « Survey of South Sudan Public Opinion ».

<sup>11</sup> « Survey of South Sudan Public Opinion », 30.

<sup>12</sup> Bruce Jones et Molly Elgin-Cossart, *Le développement à l'ombre de la violence : un programme de connaissance pour l'action* (Ottawa : Centre de recherches pour le développement international, novembre 2011), 3.

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> Stephen Brown et Jörn Grävingholt, *From Power Struggles to Sustainable Peace: Understanding Political Settlements* (Paris : Organisation de coopération et de développement économiques, 2011), 11.

<sup>15</sup> Daron Acemoglu et James A. Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty* (New York : Crown Business, 2012)

<sup>16</sup> *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : conflits, sécurité et développement* (Washington, DC : Banque mondiale, 2011), 10.

<sup>17</sup> Joseph Siegle, « Building Democratic Accountability in Areas of Limited Statehood » (article présenté à la réunion annuelle de l'International Studies

Association, « Power, Principles, and Participation in the Global Information Age », San Diego, Californie, 1<sup>er</sup> au 4 avril 2012), 12, disponible sur <<http://africacenter.org/wp-content/uploads/2012/07/Accountability-in-Areas-of-Limited-Statehood.pdf>>.

<sup>18</sup> *Rapport sur le développement dans le monde* 2011, 11.

<sup>19</sup> *Ibid.*, 12-13, 119.

<sup>20</sup> Joseph Siegle, « Social Networks and Democratic Transitions », *Developing Alternatives* 12, n° 1 (Automne 2008), 42.

<sup>21</sup> *Rapport sur le développement dans le monde* 2011, 13.

<sup>22</sup> Siegle, 2012, 4.

<sup>23</sup> Joseph Siegle, « ICT and Accountability in Areas of Limited Statehood » dans *Bits and Atoms*, sous la direction de Steven Livingston et Gregor Walter-Drop, (Oxford University Press, 2013).

<sup>24</sup> *Ibid.*, 12.

<sup>25</sup> *Ibid.*, 8-10.

<sup>26</sup> *Ibid.*, 12-13.

<sup>27</sup> Cook, Moro et Lo-Lujo, 9.

<sup>28</sup> *Ibid.*, 43-45. « Survey of South Sudan Public Opinion », 34.

<sup>29</sup> « South Sudan's Kiir Moves to Take Down Machar & Amum, Khartoum Says Accords Unaffected », *Sudan Tribune*, 23 juillet 2013.

<sup>30</sup> *Politics and Transition in the New South Sudan, Rapport Afrique du Crisis Group* n° 172 (Bruxelles : International Crisis Group, avril 2011). Abraham Awolich et Zacharia Diing Akol, *The SPLM Leadership Contest: An Opportunity for Change or a Crisis of Governance?* (Djouba : The Sudd Institute, 23 juillet 2013).

<sup>31</sup> David K. Deng, *Challenges of Accountability: An Assessment of Dispute Resolution Processes in Rural South Sudan* (Djouba : South Sudan Law Society, mars 2013).

<sup>32</sup> Cherry Leonardi, Leben Nelson Moro, Martina Santschi et Deborah H. Isser, *Local Justice in Southern Sudan*, Peaceworks Series no 66 (Washington, DC : U.S. Institute of Peace, 2010) 5, 39.

<sup>33</sup> Entretien de l'auteur avec la South Sudan Law Society, juin 2012.

<sup>34</sup> Leonardi, Moro, Santschi et Isser, 1.

<sup>35</sup> Cook, Moro et Lo-Lujo, 48, 51.

<sup>36</sup> John A. Snowden, *Work in Progress: Security Force Development in South Sudan through February 2012* (Genève : Small Arms Survey, juin 2012).

<sup>37</sup> Jok, *Mapping the Sources of Conflict*, 12-14.

<sup>38</sup> *A Brave Decision or Security and Constitutional Quagmire? The President's Recent Military and State Reform Orders*, *Weekly Review* (Djouba : The Sudd Institute, 25 janvier 2013).

<sup>39</sup> « Freedom in the World 2013: South Sudan », Freedom House, disponible sur <<http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/south-sudan>>. « Press Must Be Able to Work Freely in South Sudan », Lettre ouverte au président Salva Kiir Mayardit, Committee to Protect Journalists, 22 mai 2013, disponible sur <<http://www.cpj.org/2013/05/press-must-be-able-to-work-freely-in-south-sudan.php>>.

<sup>40</sup> « South Sudanese Media Forced into Self-Regulation by Security Services », *Sudan Tribune*, 27 mai 2013.

<sup>41</sup> « South Sudan Police Investigate Killing of Political Commentator », *Sudan Tribune*, 6 décembre 2012.

<sup>42</sup> Cook, Moro et Lo-Lujo, 20.

<sup>43</sup> « South Sudan Public Opinion Survey », 70.

<sup>44</sup> « Nimule Declaration by Civil Society Resource Team on the Constitutional Making Process », *Sudan Tribune*, 22 mai 2013.

<sup>45</sup> Selon le Pew Forum on Religion and Public Life, en 2010, 60,5 % des Soudanais étaient chrétiens, 6,2 % étaient musulmans et 32,9 % pratiquaient des religions traditionnelles. *The Global Religious Landscape: A Report on the Size and Distribution of the World's Major Religious Groups as of 2010*, Pew Forum on Religion and Public Life (Washington, DC : Pew Research Center, décembre 2012).

<sup>46</sup> « Juba University Closes Indefinitely as Inter-Tribal Violence Escalates », *Sudan Tribune*, 28 mars 2012.

<sup>47</sup> Cyrus Samii, « Perils or Promise of Ethnic Integration? Evidence from a Hard Case in Burundi », *American Political Science Review* 107, n° 3 (août 2013).

<sup>48</sup> Justice Deng Biong, « A Call to Discourage Regional Conferences in South Sudan », *Sudan Tribune*, 1<sup>er</sup> juin 2013. Lual A. Deng, *Regional Conferences in South Sudan are Imperative*, *The Weekly Review* (Djouba : The Sudd Institute, 25 juin 2013).

<sup>49</sup> Jok, *Mapping the Sources of Conflict*, 4-5. Leff.

<sup>50</sup> Jok Madut Jok, *South Sudan: A Politics of Demise or a Vision for Progress?* *The Weekly Review* (Djouba : The Sudd Institute, 9 mars 2013).

<sup>51</sup> *My Mother Will Not Come to Juba: South Sudanese Debate the Making of the Constitution*, Juba University Lectures 2013 (Londres : Rift Valley Institute, 2013).

<sup>52</sup> *Peace and Reconciliation in South Sudan: A Conversation for Justice and Stability*, Special Report N° 2 (Djouba : The Sudd Institute, 7 juin 2013).

<sup>53</sup> Leff, 8.

## À propos de l'auteur

Kate Almquist Knopf est consultante indépendante sur les questions africaines et la politique de développement mondial. Auparavant, elle a occupé les fonctions d'administrateur adjoint pour l'Afrique et de directeur de mission pour le Soudan et le Soudan du Sud à l'Agence des États-Unis pour le développement international. Elle a représenté le gouvernement américain auprès de la Commission internationale du bilan et de l'évaluation (AEC) chargée de superviser la mise en œuvre de l'Accord de paix global entre le Soudan et le Soudan du Sud. Elle est membre auxiliaire du corps enseignant du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Elle est joignable à l'adresse : [kate.almquist@gmail.com](mailto:kate.almquist@gmail.com).



## **CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

Directeur par intérim : Michael E. Garrison  
National Defense University  
300 Fifth Avenue, Building 20  
Fort Lesley J. McNair  
Washington, D.C. 20319-5066  
Téléphone : +1 202 685 7300  
Site Internet : [www.africacenter.org](http://www.africacenter.org)

## **BUREAU RÉGIONAL DU CESA, AFRIQUE DE L'EST**

Directeur : Brad Anderson  
U.S. Embassy  
Entonto Street  
P.O. Box 1014  
Addis-Abeba, Éthiopie  
Téléphone : +251 11 130 6683

## **BUREAU RÉGIONAL DU CESA, AFRIQUE DE L'OUEST**

Directeur : Gerald Lefler  
Petit Ngor  
B.P. 49  
Dakar, Sénégal  
Téléphone : +221 33 879 4518

## **RAPPORTS D'ANALYSE DU CESA**

Directeur de recherche : Joseph Siegle, Ph.D.  
Téléphone : +1 202 685 6808  
Mail : [Sieglej@ndu.edu](mailto:Sieglej@ndu.edu)

